

BULLETIN DE L'UNION AFRICAINE (UA)

Stratégies Africaines | par | Patrick Ferras

Sommaire

I - Textes de réflexion

Ethiopie	page 02
UAE	page 03
Union Africaine	page 04
Afrique-Chine	page 06
Afrique - Turquie	page 09

II - Revue de presse internationale

Mozambique	page 11
Kenya-Royaume Uni	page 12
Nigéria	page 12
Sénégal	page 13
Ethiopie - USA	page 13
Tchad	page 14
Ethiopie - Soudan	page 15
Soudan du Sud	page 15
RDC	page 16
Ethiopie	page 17
Ethiopie - USA	page 17
Burundi	page 18
Ethiopie - USA	page 19
Mali	page 20
Niger	page 20
Golfe de Guinée	page 21

III - Nations Unies

Rapport RDC	page 22
Rapport Soudan	page 23
Rapport Rép. centrafricaine	page 24
Rapport Libye	page 25

IV - Armées africaines

page 26

V - Conclusion

page 27

Edito

La law enforcement operation déclenchée par le Premier ministre éthiopien, Abiy Ahmed, dans une des dix régions-Etats souligne plusieurs points essentiels. Les signaux faibles existaient depuis son arrivée au pouvoir et l'intervention lancée dans la nuit du 3 au 4 novembre 2020 n'a surpris que peu de personnes. L'Accord de paix de 2018 n'était que la première pierre de la volonté d'éradiquer le TPLF (Front de Libération du peuple du Tegray) en s'appuyant sur les forces armées érythréennes et les milices amhara instrumentalisées dans la reconquête d'un bout de territoire intégré au Tegray en 1991. La communauté internationale bien que ce mot ne veuille rien dire est restée silencieuse très longtemps et commence à voir la réalité de la situation éthiopienne. La France, malheureusement est la grande absente du débat et montre la faiblesse de sa diplomatie en Afrique déjà marquée, entre autres, par des soutiens « originaux » à Idriss Déby et au maréchal Haftar. Les Nations unies, l'Union européenne, les Etats-Unis, le Royaume-Uni, les organisations humanitaires dressent un bilan hallucinant de quatre mois d'opérations. Et pourtant, pas de résolution (blocage de la chine et de la Russie). Que dire du groupe A3, les représentants africains au Conseil de sécurité des Nations unies...Ils ne semblent pas très concernés. Quant à la médiation tentée par l'Union africaine, elle a échoué comme celle de 2015/2016 au Burundi...Le principe de non-ingérence inscrit dans la politique de l'Union africaine a encore montré les limites de cette organisation panafricaine.

Ce bulletin commence par quelques éléments d'une interview donnée par Paul Kagame en février 2021. En charge de la réforme de l'Union africaine et profondément attaché à « des solutions africaines aux problèmes africains », son intervention et ses recommandations mettent en relief une vision pragmatique des réalités africaines.

Patrick FERRAS



Visioconférence sur le maintien de la paix et de la sécurité internationales (11 mars 2021)



I - TEXTES DE REFLEXION

❖ Ethiopie

Agence Ecofin – 15 février 2021 - Borgia Kobri

Pour le président rwandais, l'Éthiopie n'est plus une source de stabilité dans la corne de l'Afrique, en raison principalement du conflit dans le Tigré auquel viennent s'ajouter des tensions sécuritaires croissantes avec ses voisins. Une situation qui nécessite une action urgente du Conseil de sécurité.

Le président rwandais Paul Kagamé a récemment appelé la nouvelle administration du président américain Joe Biden et le Conseil de sécurité des Nations unies à prendre en main le dossier du Tigré afin de résoudre la violence et la situation humanitaire préoccupante qui prévalent dans cette région du nord de l'Éthiopie. C'était le 03 février dernier au cours d'un entretien réalisé dans le cadre d'un forum d'échanges périodique organisé par la Hoover Institution, une bibliothèque et un think tank américain proche du Parti républicain et basé à l'université de Stanford.

Sur le thème « le Rwanda et l'Union africaine : la promesse d'un engagement accru entre les États-Unis et l'Afrique », cette édition de ce forum, dénommée Battlegrounds (champs de bataille) avec Paul Kagamé avait pour objectif de discuter de l'Union africaine, de la sécurité dans la région des Grands Lacs et de l'avenir des relations diplomatiques et économiques des États-Unis avec le Rwanda et l'Afrique.

Intervenant sur le dossier du Tigré, le président rwandais a estimé que la situation dans cette région de l'Éthiopie était préoccupante, et le nombre de morts trop élevé pour que le conflit ne soit laissé qu'à l'Éthiopie ou à l'Union africaine (UA).

Cinq raisons pour intervenir au Tigré

Pour Paul Kagamé, cinq raisons principales rendent nécessaire une action du Conseil de sécurité de l'ONU au Tigré.

Premièrement, la présence probable des forces armées érythréennes au Tigré fait de la guerre un conflit à la fois civil et international, et donc du ressort de l'ONU. Les troupes érythréennes seraient impliquées dans des meurtres et le retour forcé de réfugiés érythréens, notamment par l'incendie des camps de réfugiés de Shimelba et Hitsats. Entre 15 000 et 20 000 réfugiés érythréens sont portés disparus, selon le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés.

Deuxièmement, la région du Tigré est maintenant confrontée à une possible famine, avec 2,3 millions de personnes ayant besoin d'une aide d'urgence. Le Bureau des Nations unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA) rapporte que 4,5 millions de personnes, soit 67% de la population de la région, ont besoin d'aide. Les forces du gouvernement fédéral éthiopien feraient obstacle à l'accès à l'aide et à l'eau potable. Des rapports font également état de la destruction délibérée des magasins et des marchés alimentaires des Nations unies.

Troisièmement, avec jusqu'à deux millions de personnes désormais déplacées à l'intérieur du pays, le Tigré représente un fardeau important pour les ressources humanitaires mondiales, à un moment où le besoin en Afrique de l'Est n'a jamais été aussi élevé, en raison de la Covid-19, de l'infestation acridienne et de l'insécurité alimentaire. L'apparente réticence du gouvernement éthiopien à permettre à la communauté

internationale de fournir un accès humanitaire rapide, inconditionnel, sans entrave et durable à toutes les régions du Tigré a aggravé une situation désastreuse.

Quatrièmement, certains rapports de l'ONU et ceux d'autres organisations du Tigré font état de possibles violations graves des Conventions de Genève et d'autres aspects du droit international humanitaire qui interdisent la famine des civils et les châtiments collectifs. Des informations font également état de ce qui pourrait constituer un nettoyage ethnique et un génocide menés par l'État, ainsi qu'un « nombre élevé de viols présumés ». Des dizaines de milliers de Tigréens servant dans les sphères éthiopiennes du maintien de la paix, de la sécurité, de l'armée, de la police et du renseignement ont été renvoyés de leur travail et parfois détenus.

Cinquièmement, l'Éthiopie est tellement absorbée par les combats au Tigré qu'elle n'est plus une source de stabilité régionale et semble renoncer à son rôle de gardienne de la paix régional. Les tensions sécuritaires et les différends frontaliers se multiplient dans la région, principalement entre l'Éthiopie et le Soudan, le Kenya et la Somalie, avec une crise liée aux élections en Somalie et des négociations sur le grand barrage de la Renaissance éthiopienne augmentant le risque de guerres par procuration. La transition politique fragile au Soudan peut également être déstabilisée.

Pour aggraver les choses, le retrait des forces éthiopiennes des missions de maintien de la paix en Somalie, au Soudan du Sud et au Soudan augmentera certainement l'instabilité. En particulier, le départ des troupes éthiopiennes de l'AMISOM en Somalie pourrait ouvrir la voie à

une montée en puissance des terroristes Al Shabaab, liés à Al-Qaïda.

Poursuivant, le président rwandais a soutenu que lorsqu'un État ne parvient pas à prévenir ou à atténuer les atrocités sur son territoire, telles que les génocides, les crimes contre l'humanité ou les crimes de guerre, ou encore lorsque l'État lui-même est le principal auteur de tels actes, l'ONU ne doit pas rester les bras croisés. D'ailleurs, seul le Conseil de sécurité peut contester avec succès l'obstruction délibérée d'un gouvernement à l'aide humanitaire, a-t-il insisté. Ce sont là autant de raisons qui, selon le président rwandais, devraient pousser le Conseil de sécurité de l'ONU à s'attaquer immédiatement à la situation dans le Tigré, en adoptant une résolution visant à alléger les souffrances dans la région, à travers une action internationale déterminée et à convaincre le gouvernement éthiopien de rétablir la paix.

Concrètement, la résolution devrait mettre en place une commission de suivi et de vérification ayant pour mandat de négocier, d'observer, de surveiller, de vérifier et de rendre compte de la situation dans le Tigré. Les objectifs devraient être la cessation immédiate et définitive des hostilités ; la distribution rapide, inconditionnelle, sans entraves et soutenue de l'aide à toutes les zones du Tigré ; le retrait complet de tous les forces et groupes armés extérieurs ; et un accord de cessez-le-feu qui peut conduire à une résolution pacifique du conflit au Tigré. La position ainsi affichée de Paul Kagamé sur le conflit dans le Tigré rejoint celle de la nouvelle administration américaine. Lors de son audition de confirmation devant le Sénat, le nouveau secrétaire d'État américain aux Affaires étrangères, Antony Blinken, avait annoncé la nomination d'un envoyé spécial pour la région de la Corne de l'Afrique. L'objectif étant pour les États-Unis d'être plus actifs sur des dossiers comme celui du Tigré.

« Il doit y avoir un meilleur accès à la région [le Tigré, Ndlr], plus de responsabilités, un rétablissement de la communication, de l'aide humanitaire, et un effort pour mettre en place un dialogue pour résoudre les problèmes clés », avait-il déclaré. Alors que les autorités fédérales d'Éthiopie se sont toujours opposées à une implication de la communauté internationale dans la résolution du conflit dans le Tigré et sont restées sourdes aux appels au dialogue avec le TPLF (l'ex-parti au pouvoir dans cet État régional), la voix de Paul Kagamé qui est à la tête d'un pays qui a connu un génocide en 1994 et qui en garde toujours les séquelles, pourrait compter pour parvenir à une pacification des tensions dans cet État régional.

❖ UAE dismantles Eritrea base as it pulls back after Yemen war

www.apnews.com – Jon Gambrell, 18 février 2021

The United Arab Emirates is dismantling parts of a military base it runs in the East African nation of Eritrea after it pulled back from the grinding war in nearby Yemen, satellite photos analyzed by The Associated Press show. The UAE built a port and expanded an airstrip in Assab beginning in September 2015, using the facility as a base to ferry heavy weaponry and Sudanese troops into Yemen as it fought alongside a Saudi-led coalition against Iranian-backed Houthi rebels there. But the country once praised as “Little Sparta” by former U.S. Defense Secretary Jim Mattis appears to have found the limits of its military expansion in Yemen’s stalemate conflict, experts say. After it withdrew troops from the conflict, the satellite photos show it began shipping off equipment and tearing down even newly built structures. “The Emiratis are paring back their strategic ambitions and are pulling out of places where they had presences,” said Ryan Bohl, an analyst at the Texas-based private intelligence firm Stratfor. “Having that hard-power deployment exposed them to more risk than the Emiratis are now willing to tolerate.” Emirati officials did not respond to questions from the AP. Eritrea, which gave a 30-year lease to the Emiratis for the base, similarly did not respond to questions sent to its embassy in Washington.

The UAE, a federation of seven sheikhdoms home to Abu Dhabi and Dubai, poured millions of dollars into improving the facility at Assab, only some 70 kilometers (40 miles) from Yemen. It dredged a port and improved the dusty airstrip’s roughly 3,500-meter (11,500-foot) runway to allow for heavy support aircraft.

The Emiratis also built barracks, aircraft canopies and fencing across the 9-square-kilometer (3.5-square-mile) facility initially built in the 1930s by colonial power Italy. Over time, the UAE stationed Leclerc battle tanks, G6 self-propelled howitzers and BMP-3 amphibious fighting vehicles at the airport, according to United Nations experts. Those types of heavy weapons have been seen on Yemeni battlefields. Attack helicopters, drones and other aircraft have been seen on its runways. Barracks on the base housed Emirati and Yemeni troops, as well as Sudanese forces filmed disembarking in Yemen’s port city of Aden. Records show the ship carrying them, the SWIFT-1, traveled back and forth to Assab. The vessel later came under attack by Houthi forces in 2016 and the Emirati government asserted it carried humanitarian aid, a claim for which U.N.

experts later described themselves as being “unconvinced of its veracity.” The base also aided wounded soldiers by housing “one of the best field surgical hospitals anywhere in the Middle East,” said Michael Knights, a fellow at the Washington Institute for Near-East Policy who has studied the Assab base. As Yemen’s war dragged on, the Emiratis also used the base for holding prisoners as the Saudi-led coalition faced increasing international pressure over detainee abuse and airstrikes killing civilians. The UAE announced in the summer of 2019 it had begun withdrawing its troops from the war, which still rages today. “There’s only so far that they can punch above their weight, which they do militarily and economically,” said Alex Almeida, a security analyst at Horizon Client Access who has studied Assab. “Once they figured out Yemen wasn’t worth it for them, they decided, ‘We’re going to end it,’ and they ended it pretty suddenly.” Satellite pictures from Planet Labs Inc., analyzed by the AP, show that decision appears to extend to Assab as well.

In June 2019, around the time the Emiratis made their withdrawal announcement, workers apparently razed structures believed to be barracks alongside the port, the satellite images show. Workers gathered neat rows of materiel just north of the port, apparently waiting to be shipped off. In early January of this year, another photo showed what appeared to be vehicles and other equipment being loaded onto a waiting cargo ship. By Feb. 5, the ship and that equipment were gone. The deconstruction included newly built canopies along a new tarmac near the facilities’ runway as well. In the Feb. 5 images, another set of canopies that analysts earlier linked to the drones being flown out of the base had been dismantled as well. The UAE has used Chinese-made armed drones in the Yemen war to kill leaders among the Houthis rebels. Destruction of the drone hangars come after rebels in Ethiopia’s Tigray region in November alleged that Emirati drones from Assab had been used against their positions. The UAE hasn’t commented on the allegation for which the rebels offered no evidence.

The U.N.-backed government in Libya also has alleged the UAE has flown weapons through Assab on its way there. U.N. experts have accused the UAE among other nations of funneling weapons into Libya amid its yearslong civil war. Meanwhile, a Ukrainian-registered Antonov An-124 cargo plane flew several flights in late January back and forth to the Emirati city of Al Ain from Assab, according to flight data from FlightRadar24.com. That aircraft, once linked to the Emirati military, now flies for an Ukrainian-Emirati company called Maximus Air. The firm did not return a request for comment left at its Abu Dhabi office. Despite the dismantling work,

Emirati attack helicopters still have been seen at the base. It remains a strategically important point as well, sitting just off the crucial Bab el-Mandeb strait connecting the Red Sea to the Gulf of Aden. But the UAE may face more-pressing concerns. Since 2019, tensions between the U.S. and Iran have seen a series of escalating incidents, including attacks on ships off the Emirates. Those threats closer to home may take precedence over an expanded military footprint abroad. “I think what ‘Little Sparta’ is doing is to keep its powder dry for whatever it needs to do next,” Knights said.

❖ Union africaine

Rapport du CPS – 24 février 2021

During the 34th Summit of the African Union (AU) on 6 February 2021, member states elected the new leadership of the AU Commission (AUC) for the next four years. These include the chairperson, deputy chairperson and four commissioners of the AUC. The election of two positions was postponed because the candidates did not fulfil the gender and regional representation requirements.

The new AU Commission is expected to ensure greater efficiency, deliver on the institutional reform process and implement key AU flagship projects, such as the African Continental Free Trade Area (AfCFTA) and the extended mandate to ‘silence the guns’. Member states showed more interest in nominating candidates for high-level AUC positions during the latest elections.

The only uncontested position was that of chairperson, which was won with 51 votes by incumbent Chairperson Moussa Faki Mahamat of Chad. According to insiders in Addis Ababa, he ran a good election campaign and has healthy relations with most African heads of state. He is the first chairperson to be re-elected and the first to be elected almost unanimously. This has, to an extent, been attributed to the need for continuity in the AUC reforms. Central African countries also did not nominate candidates for any other position, in support of his sole candidature.

Regional battles

Faki’s almost certain win meant that a woman would be elected as the deputy chairperson. As such, the three candidates from Djibouti, Rwanda and Uganda who were up for election by the Executive Council were all women. The male candidate from Somalia was automatically disqualified when Faki was elected.

Four East African candidates' competing for the deputy position indicates a lack of communication, regional strategy and consensus among these countries. This may be attributed to the absence of an active regional community to which all the countries belong. Open contestation was evident between Rwanda and Uganda for the deputy chairperson position. Uganda's attempt to have the elections postponed a few days before the summit failed. Once Dr Monique Nsanzabaganwa of Rwanda was elected to the position of deputy chairperson with 42 votes, all other East African candidates for commissioner positions were automatically disqualified.

Southern African Development Community (SADC) member states were similarly divided on which candidates to support. This is unusual for SADC, which is known for its ability to reach consensus, albeit through intense negotiations and compromise on various issues. In total, the SADC region nominated six candidates for two positions, which were won by the two incumbents from Angola and Zambia.

The four other candidates from Southern Africa were automatically out of the race, including the South African candidate competing against Nigeria for the position of commissioner for Political Affairs, Peace and Security (PAPS).

West African states appeared more organised during the election process. They managed to reach consensus on which candidates to support at an extraordinary high-level summit of the Economic Community of West African States (ECOWAS) on 2 February, just before the AUC elections.

The summit decided to 'prioritise support for the candidature of Nigeria to the post of Commissioner for Political Affairs, Peace and Security'. It also decided to support a female candidate from Burkina Faso for the second commissioner position allocated to West Africa, which is still to be decided upon at a future meeting by the executive council.

As per the ECOWAS summit decisions, member states withdrew all candidates, and most notably that of the incumbent commissioner for Political Affairs from Burkina Faso, and all other female candidates. Nigeria's – and the region's – drive to secure the PAPS position points to dissatisfaction with how peace and security has been managed within the AU. Increasingly, ECOWAS and the AU fail to see eye to eye on a number of peace and security issues affecting the region. Some of these include a proposal to deploy 3 000 troops to fight the terrorist threat in the Sahel region, as well as the AU's response to the August 2020 coup d'état in Mali.

Focus on skills and competencies

For the first time in the history of the AU, the competence of candidates has been evaluated in a transparent manner. Previously, the political support candidates had mobilised took precedence. The new selection process has also improved gender parity at the level of the senior leadership of the AUC, notably between the chairperson and the deputy chairperson. For the first time, a woman holds the position of deputy chairperson.

In the final shortlist of qualified candidates, women ranked among the top three candidates for all positions, except one. Therefore, the competence-based selection process has given the lie to the widely held notion that women have been taking leadership positions at the AU only to ensure gender parity, rather than on the basis of their qualifications. Going forward, the new rules will increasingly force member states to nominate qualified women for leadership positions at the AUC.

The new process also highlighted the importance of quota systems in ensuring women are represented in decision-making positions. Therefore, the quota system should be applied at all levels across the AUC.

Establishing a harmonious working environment

There are high expectations for the newly elected commission.

The previous commission had been mired in rivalry amid clashing priorities. The expectation for the new commission is therefore first and foremost to reset a harmonious working relationship, and encourage unity among its members. There are tremendous expectations for Faki to lead a bolder continental organisation, able to tackle some of the more prominent peace and security challenges in Africa. The deputy chairperson, a Rwandese, is also facing colossal expectations to implement the AU reforms in the footsteps of President Paul Kagame, champion of the institutional reform process. At the same time, she is expected to maintain independence, which will be a tricky balancing act. Her role is expected to be clearly demarcated from that of the AUC chair, to look inwards and reform the financial and administrative systems.

High expectations for the PAPS commissioner

Newly elected Commissioner of Political Affairs, Peace and Security Bankole Adeoye, who got all 55 AU member states' votes, served Nigeria for three years as its permanent representative to the AU and is well aware of the challenges facing him as

commissioner. In particular, member states expect him to take full control of peace and security priorities and activities at the AUC. He is also expected to mend the department's fractured relations with the Peace and Security Council (PSC), improve communications and collaboration with the AUC chairperson, depoliticise the early warning data reaching member states and particularly the PSC, and improve relations with AU liaison offices across Africa.

Adeoye is furthermore expected to ensure more transparency in partner engagement – and in the financial support they provide to activities undertaken by the department. In addition, it is hoped that he will significantly improve the quality and timeliness of reports that reach member states, as well as the documentation and overall support provided by the department to member states.

This is on top of expectations for him to operationalise the merger of two departments: Political Affairs and Peace and Security. The two directors meant to lead these newly merged departments are yet to be appointed. A plethora of other activities must also be undertaken, including developing a combined vision for the department, and a strategy for harmonising African Governance Architecture (AGA) and the African Peace and Security Architecture (APSA).

The commissioner must also take the lead in 'silencing the guns', one of the AU's flagship initiatives. It is hoped that there will be significant improvements in the efficiency of doing business, collaboration among departments, and unity of purpose within the AUC. However, the election of the new top leadership does not change the fact that member states dictate the issues to be addressed by the continental body. Therefore, the election will not significantly change how and to which crisis situations the AU responds.



Le Barrage de Bui au Ghana, résultat de l'action concertée du gouvernement du Ghana et de Sinohydro



❖ Refaçonner l'autonomie de l'Afrique dans ses relations avec la Chine

Paul Nantulya – 12 mars 2021

Les intérêts des citoyens africains peuvent être dans d'investissements conclus avec la Chine : il s'agit de veiller à la transparence des accords, de faire appel à des experts et de ne pas négliger la population locale.

L'inégalité des rapports de force entre la Chine et ses partenaires africains est immense. Le PIB de la première puissance économique du continent, le Nigeria (environ 500 milliards de dollars), n'arrive pas à la cheville de celui de la Chine, qui s'élève à 14 300 milliards de dollars. La Chine constitue le principal partenaire commercial de l'Afrique, les échanges entre eux ayant été multipliés par 40 au cours des 20 dernières années. La Chine est également le plus grand créancier de l'Afrique, dont elle détient 20 pour cent de la dette. Les pays africains ont emprunté environ 143 milliards de dollars à la Chine sous la forme d'emprunts d'État et de prêts commerciaux entre 2006 et 2017.

Les pays africains comptent pour moitié parmi les 50 nations les plus endettées à l'égard de la Chine, Djibouti, la République du Congo, le Niger et la Zambie arrivant en tête du classement pour le ratio de la dette par rapport au PIB. Ces pays illustrent bien à quel point l'enfermement dans une spirale d'endettement avec la Chine provoque des effets pervers à l'échelle du continent africain en diminuant son influence. La Zambie en est un bon exemple. En 2020, elle a demandé à la Chine la restructuration de sa dette de 11 milliards de dollars. Cette dernière a alors posé comme condition préalable que l'ensemble des arriérés soient apurés, une demande à laquelle le président zambien Edgar Lungu n'avait pas les moyens de s'opposer.

Les autres donateurs sollicités par la Zambie ont soudainement manifesté quelque réticence à lui accorder une aide qui servirait seulement à rembourser les créanciers chinois. Selon Ken Ofori, le ministre des finances ghanéen, la façon qu'a la Chine de négocier les dettes pénalise les partenaires les

plus endettés, en éloignant d'éventuels nouveaux créanciers qui peuvent craindre que « les fonds alloués ne soient purement et simplement transférés vers Pékin ».

Il est à craindre que le poids intolérable de la dette prive progressivement les pays africains de tout contrôle sur leurs actifs nationaux. En 2018, la population kenyane a eu la mauvaise surprise d'apprendre, après la fuite d'un rapport de l'auditeur général, que le port stratégique de Mombasa servait de garantie dans le cadre du remboursement d'un prêt. Ce qui voudrait dire que le compte séquestre serait remis à la Banque d'exportation et d'importation de Chine si le gouvernement kenyan ne procédait pas au remboursement de son emprunt de 3,2 milliards de dollars au titre de la ligne de chemin de fer à voie normale de Mombasa à Nairobi. En Zambie, la possibilité que les entreprises chinoises ne s'approprient des actifs clés en remboursement des prêts fait souvent la une des journaux, et de nombreux articles parus depuis 2018 citent avec fureur le cas de l'entreprise locale de fourniture d'électricité, ZESCO, et de l'aéroport international.

Les investissements chinois suscitent par d'autres aspects de nouvelles craintes de déséquilibre. Par exemple, de nombreux commentateurs africains indiquent que les entreprises chinoises qui dominent actuellement les appels d'offre africains dans le secteur de la construction font appel principalement à de la main d'œuvre chinoise et importent du matériel chinois dans le cadre de projets de plusieurs milliards de dollars. Il est admis que les pays africains s'adonnent à de telles pratiques parce que les différentes étapes des projets (évaluations financières, études d'impact et mise à exécution du projet) sont dévolues à des entités chinoises. Dire non à la Chine, c'est risquer de voir l'argent filer ailleurs. La question de la corruption est omniprésente dans ces accords car les pouvoirs publics africains ont tendance à négocier des contrats opaques qui leur sont personnellement favorables ou étendent leur réseau clientéliste. Les responsables africains sont dès lors peu enclins à rédiger des clauses de responsabilité strictes et à engager des locaux dans ces accords.

Compte tenu du manque de données empiriques, du secret qui entoure les négociations sino-africaines et des motivations très variables des dirigeants africains, il est difficile de tirer des conclusions générales sur les déséquilibres créés dans chaque pays. Par exemple, une étude de 2017 menée par McKinsey est arrivée à la conclusion que sur les 1000 entreprises chinoises présentes dans les 8 pays africains ayant le plus

bénéficié des investissements chinois à forte intensité de main d'œuvre, 89 % des travailleurs étaient Africains. Il ressort d'une étude menée sur 4 ans par la *University of London's School of African and Oriental Studies* qu'en Angola et en Éthiopie, les pays les plus concernés par les investissements chinois, le taux de participation de la main d'œuvre locale s'établissait respectivement à 90 et 74 %.



Africains travaillant pour Sinohydro à la construction du barrage du Bui au Ghana

Toutefois, étant donné que les spécificités de ces accords restent hermétiques et connues essentiellement des dirigeants africains et de leurs homologues chinois, il est difficile de savoir dans quelle mesure ces marchés profitent aux citoyens africains. Le fait que l'on continue à se pencher avec inquiétude sur ces pratiques préjudiciables souligne les craintes bien réelles quant à la nature asymétrique de ces engagements. Il s'ensuit qu'un nombre croissant d'Africains ne considère plus cette relation comme un « partenariat mutuellement bénéfique », comme on le présente souvent. Compte tenu des défis inhérents à cette relation inégale, comment les citoyens peuvent-ils parvenir à une maîtrise de leurs intérêts nationaux ? Comment sortir de la dépendance pour les gouvernements africains ?

Les pays africains ont recouru à divers stratagèmes pour avoir plus de poids face à Pékin. Certains, à l'instar de Djibouti, ont choisi de susciter des dissensions entre la Chine et ses concurrents. En contrepartie des investissements chinois, Djibouti profite de sa situation stratégique au carrefour de l'Afrique et du Moyen-Orient et offre sur un plateau à la Chine une présence sur la voie de navigation qui la relie au canal de Suez, jalon essentiel de la route de la soie. Djibouti joue un rôle similaire d'équilibriste vis-à-vis d'autres puissances extérieures, dont les États-Unis, qui ne sont pas prêts à quitter leurs bases militaires sur le sol national, lui donnant une influence unique. L'Éthiopie voisine suit une logique similaire. Elle a usé de sa position stratégique dans la Corne de l'Afrique pour exploiter les rivalités d'influence dans le Golfe en consolidant ses liens avec l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis, mais aussi avec leurs rivaux principaux dans la région, à savoir la Turquie et le Qatar. Ces pays, de même qu'Israël, ont investi massivement en Éthiopie afin de faire contrepoids, et ce pays est désormais le plus favorisé du Golfe en

termes de financement. L'Éthiopie s'est également tournée avec beaucoup de vigueur vers l'Europe et les États-Unis tout en conservant des relations parallèles avec la Chine. Ces dernières années, elle a forgé une relation stratégique avec la Commission européenne et a négocié des investissements majeurs avec la U.S. International Development Finance Corporation. En décembre 2020, l'Éthiopie a reçu une somme de 9 milliards de dollars de la part de donateurs occidentaux, du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale.

Selon les pouvoirs publics éthiopiens, les financements occidentaux sont plus prévisibles et « n'ont pas été cause de surendettement ». Le Premier ministre Abiy Ahmed est même allé plus loin en disant qu'emprunter auprès de la Banque mondiale et du FMI, c'était un peu comme « emprunter de l'argent à sa mère ». La Chine, qui a investi 14 milliards de dollars dans le pays, soit près de la moitié de la dette éthiopienne, a pris bonne note de ces signaux et se montre désormais plus souple à l'égard des demandes éthiopiennes. En avril 2019, elle a annulé les prêts sans intérêt contractés par l'Éthiopie. D'autres pays parviennent à s'imposer en améliorant les modalités de négociation. Au Bénin, au Botswana, en Côte d'Ivoire, au Liberia, au Sénégal et en Sierra Leone, ce sont les services techniques qui négocient avec les entreprises chinoises, tandis que le président se trouve relégué au second plan. Cette approche confère une discipline plus grande au processus, car elle engage la responsabilité à la fois du donateur et du bénéficiaire, et parce qu'elle décourage toutes les transactions conclues à des fins personnelles, fréquentes dans ce genre de contexte. De telles mesures ont permis à la Côte d'Ivoire d'obtenir des concessions inhabituelles en 2018 alors qu'elle négociait le financement à hauteur de 580 millions de dollars d'un projet de centrale hydroélectrique avec le géant chinois de la construction, Sinohydro. Ainsi, elle a pu obtenir que la main d'œuvre chinoise ne représente pas plus de 20 %, que l'ensemble du matériel soit fabriqué localement et que la langue de travail soit le français. De tels avantages n'auraient pu être obtenus si seule une poignée de personnes influentes avaient eu la haute main sur les négociations. Au Liberia, depuis le gouvernement d'Ellen Johnson Sirleaf, tous les contrats sont confiés à des cabinets d'expertise comptable internationaux indépendants afin d'exclure, du début jusqu'à la fin du processus, toute ingérence de haut niveau, un modèle également retenu au Sénégal, au Togo et en Tunisie.

Les partenaires extérieurs doivent respecter cette règle, quelles que soient leurs accointances avec le président. Les entreprises chinoises notamment ont respecté les règles dans les quatre cas, signe que les

Africains peuvent conserver la maîtrise de leurs intérêts nationaux dans leurs relations avec ces partenaires. L'impasse dans laquelle se sont trouvées en 2019 la Tanzanie et la société China Merchant Holdings International (CMHI) au sujet du projet d'envergure de Bagamoyo, port de pêche destiné à devenir le plus grand port africain, pour un montant de plus de 11 milliards de dollars, montre que la réticence de la Chine à ternir son image publique peut être utilisée par l'Afrique pour conserver une marge de manœuvre. La CMHI n'avait pas fait de cadeau : un bail de 99 ans, pas de douane sur le matériel importé, engagement de la Tanzanie à n'aménager aucun autre port et exemptions fiscales pour les investisseurs dans le cadre d'une zone économique spécialement créée pour l'occasion. La Tanzanie a dénoncé avec colère les détails de ce marché afin d'exercer une pression sur la Chine et l'amener à revoir sa copie. « Il faudrait être fou pour se plier à de telles conditions », a déclaré le président John Magufuli, ajoutant : « Nous ne nous laisserons pas faire comme des enfants ». Soutenu par le public, le gouvernement a contre-attaqué : un bail de 33 ans, pas de faveur fiscale, pas de franchise douanière pour les importations, maintien d'une surveillance réglementaire totale et absence d'interdiction pour la Tanzanie d'implanter de nouveaux ports. La société CMHI a saisi l'état d'esprit ambiant et a accepté toutes ces nouvelles conditions, en partie pour sauver la face et en partie pour calmer le jeu et éviter une crise diplomatique avec l'un de ses partenaires les plus importants en Afrique.

Ces dernières années, les citoyens africains ont pu s'exprimer grâce aux nouvelles plateformes. Des analystes indépendants africains ont défini les bonnes pratiques qui donneraient aux pays africains le droit de dire non à certaines revendications chinoises. Il s'agit par exemple de définir une stratégie à l'égard de la Chine, de développer en interne, dans les bureaucraties, une expertise sur celle-ci et de favoriser des collaborations plus étroites entre pays africains. La pression populaire provient également de groupes de défense abordant les répercussions des investissements chinois sur les droits humains. En octobre 2020, une coalition environnementale ghanéenne, emmenée par l'ONG A Rocha Ghana, a saisi la Haute Cour d'Accra pour demander de mettre fin à un projet d'exploitation de ressources naturelles chiffré à 2 milliards de dollars en vertu duquel Sinohydro pourrait créer des routes, des hôpitaux, des logements et des systèmes d'électrification en zones rurales, et procéder en échange au raffinage de la bauxite. Selon les requérants, ce projet viole le droit des générations actuelles et futures à vivre dans un environnement propre et salubre. Au Zimbabwe, le gouvernement a interdit l'exploitation de mines de charbon dans les parcs nationaux en septembre 2020 après trois

semaines de manifestations réclamant le retrait des concessions minières accordées à la Chine dans le parc national du Hwange. Cette campagne a été pilotée par l'Association zimbabwéenne du droit de l'environnement (ZELA), qui a de son côté aussi saisi la Haute Cour de Harare dans le cadre d'une procédure en référé. Sur la base de la loi nationale sur la liberté d'information, ZELA contrôle au nom des citoyens le projet (estimé à 3 milliards de dollars et financé par la Chine) de centrale au charbon à Sengwa en demandant et en publiant des rapports sur l'état d'avancement du projet à partir des données recueillies auprès des acteurs du secteur énergétique et du ministre des mines du Zimbabwe.

Au Kenya, la Cour d'appel a jugé en juin 2020 que la nouvelle ligne de chemin de fer à voie normale de Mombasa à Nairobi, projet phare de la Nouvelle route de la soie, était illégal. Cette décision est tombée après des années de procès stratégiques intentés par la *Kenya Law Society* et dont le premier remonte à 2014. Ces batailles juridiques ont été soutenues par des médias à fort tirage déplorant la corruption généralisée du projet. De grands chefs d'entreprise enregistrés auprès de la puissante Chambre de commerce et d'industrie du Kenya ont joint leur voix à ce mouvement afin d'appeler à une surveillance plus rapprochée de la relation sino-kenyane. Cette vague de mécontentement a contraint le gouvernement à mener une enquête qui a débouché sur l'arrestation de plusieurs responsables d'entreprises chinoises et kenyanes.



Gare de la ligne de chemin de fer à voie normale de Mombasa à Nairobi

Le projet avait certes été mené à son terme au moment de la décision de justice, mais un précédent avait donné à la société civile la possibilité de faire pression sur le gouvernement pour qu'il applique des normes de transparence. En partie à cause de cette surveillance étroite exercée par la population, la Chine n'a pas osé prolonger la ligne de chemin de fer jusqu'à la frontière avec l'Ouganda.

L'image qui dépeint une Afrique acquiesçant béatement aux intérêts de la Chine est trompeuse. L'autonomie africaine ressort avec évidence de la multiplication des plateformes indépendantes sur les relations sino-africaines et au sein de la société civile,

plus particulièrement au sein de groupes dédiés à la justice économique, à la dette et aux industries extractives. En témoignent également les tactiques novatrices utilisées par certains gouvernements pour accroître leur liberté d'action en dépit de la taille assez réduite de leur économie.

Le déséquilibre qui sépare la Chine des pays africains est pourtant bien réel. Pour rééquilibrer cette relation, les pays africains doivent faire preuve de plus de transparence dans leurs négociations avec leurs homologues chinois. Les marchés doivent être examinés à l'aune de ce qu'ils peuvent apporter à la population, et non à la lumière des intérêts personnels limités de quelques dirigeants. Les citoyens sont après tout ceux sur qui pèse le poids du remboursement des prêts contractés par les pouvoirs publics africains. Il est également essentiel d'associer le peuple aux négociations. La Chine est sensible à la manière dont elle est perçue. Ainsi, le fait de négocier publiquement des accords peut faciliter des concessions de la part de la Chine qui ne souhaitera pas apparaître comme inéquitable. C'est notamment le cas lorsque la pression du peuple est vaste et bien organisée. Les pays africains peuvent également apprendre les uns des autres et s'arrimer à de bonnes pratiques quel que soit le contexte, par exemple en encourageant des négociations plus professionnelles et transparentes. Il faudra en ce sens que les pays africains nouent entre eux des liens plus étroits et que des expertises et des ressources soient mobilisées en dehors du gouvernement. Elles pourront concerner le mode de négociation chinois, la langue et une analyse de cette culture. L'Afrique a acquis une certaine autonomie dans sa relation avec la Chine et devrait poursuivre sur cette voie. Mais cela ne se fera pas sans effort. Il faudra associer les citoyens et les médias, veiller à une transparence des accords et faire appel à des experts. Ces éléments jetteront les bases d'une nouvelle dynamique à partir de laquelle les Africains pourront remodeler leur relation avec la Chine de manière à la rendre plus favorable pour eux.

❖ Afrique – Turquie

ISS – 12 mars 2021

Is Turkey's expanding African footprint also a proxy battleground for Erdoğan's Middle East and European rivalries ?

Without much fanfare, Turkey has steadily spread its political, economic and even military foothold across Africa. It's gone from just 12 embassies and US\$100 million in foreign direct investment in 2003 to 42 embassies and US\$6.5 billion in 2021. Plus a five-fold increase in trade from 2003 to 2019 and 51 African cities now served by Turkish Airlines. Turkey's ambassador to South Africa Elif Ülgen says embassies will also be opened in Guinea-Bissau and Togo this

year, with Eswatini and Lesotho in the pipeline. 'Turkish footprint in Africa is getting larger than most European countries in a very short period of time,' former United Nations Economic Commission for Africa chief Carlos Lopes tweeted this week. Turkey no doubt sees untapped economic opportunity in Africa as other Middle Eastern and Western powers do. But its expansion into the continent also seems to be part of President Recep Tayyip Erdoğan's broader and seemingly boundless ambition to make Turkey great again. In a sense, to resurrect the Ottoman Empire, which disintegrated at the end of World War I.

Since 2003, when he became prime minister until now as president, Erdogan has visited Africa 27 times. Ali Bilgic, a Turkish foreign policy expert at Britain's Loughborough University, points out that 2005 was 'The Year of Africa' in Turkey. It obtained observer status at the African Union (AU) in 2005 and in 2008 became AU 'strategic partner', co-hosting the first Turkey-Africa summit in Istanbul. The second Turkey-Africa summit was held in Malabo in 2014. The third, due to be held last year in Istanbul, was postponed because of COVID-19. Turkey's growing official development aid reached US\$3.9 billion in 2019. It has also shown a China-like propensity for building large state infrastructure, e.g. an Olympic swimming pool in Senegal, an expanded port and its biggest overseas military base in Mogadishu, and a large mosque in Djibouti, the *Financial Times* reports.

Erdogan has impressed African countries with his tangible commitment to the continent. In 2011, he paid his first official visit to Somalia when few foreign leaders were venturing there because of the high risk posed by al-Shabaab. In 2016 he visited again to open a Turkish embassy in Mogadishu – a rare event as most countries, including South Africa, run their diplomatic relations with Somalia from afar. Ülgen calls this embassy the 'flagship' of Turkey's African presence. Erdogan's 2011 visit was to provide famine relief, marking the start of Turkey as a 'humanitarian actor' in Africa and economic partner, says Bilgic. Last June, for example, Turkey shipped medical equipment to Niger and Chad to help fight COVID-19. But all this benevolence shouldn't blind us to Erdogan's strategic ambitions in Africa. Like other second-tier powers that have recently come to Africa, such as the United Arab Emirates (UAE) and India, Erdogan seems to have realised that a solid African presence is essential for any would-be global player. Since 2015, Turkey has also become a rising power in the defence industry, Bilgic says. 'Turkey's military base in Somalia and training of Somali military are some signs of Turkish geopolitical efforts to establish Turkey as an important political and military power in the Horn of Africa. In 2020, Turkey also secured agreements with Nigeria in the area of defence industry,' he says. 'Turkey aims to become an economic, humanitarian and military power in sub-Saharan Africa.'

He says one cannot separate Turkish economic, political, humanitarian and military objectives from each other. 'In that sense, Turkey is following the steps of many developed Western powers in Africa. However, unlike them, Turkey presents itself as an "Afro-Eurasian" state – so not an external power with a colonial past, but someone from the continent, a partner.' Ülgen agrees that Turkey has an advantage in carrying no colonial baggage but disagrees that its expansion into Africa has anything to do with asserting power or 'making Turkey great.' There is no overall 'Africa strategy', she insists. Each country is dealt with on its own merits. It's purely about providing business opportunities to Turkish companies – and wanting to make a difference to Africa. She notes that the links go back to the Ottoman era and that 32 African countries have embassies in Ankara, 'which shows the desire for good relations is mutual.'

Others, though, would see Africa also to some degree as a proxy battleground of Turkey's Middle East and even European rivalries – and its growing presence in sub-Saharan Africa as partly designed to counter the influence of its Middle East nemeses, the UAE and Egypt. This analysis would to some extent explain Turkey's strong friendship with Ethiopia, backing it for example in its stand-off with Egypt over the Grand Ethiopian Renaissance Dam it's building on the Blue Nile. Of a total of US\$6 billion already invested by Turkish companies in sub-Saharan Africa, US\$2.5 billion has gone to Ethiopia, says the *Financial Times*. Turkey's aggressive entry into the Libyan civil war in 2019, on the side of the United Nations-backed Tripoli government, was motivated by a mixture of economics – to secure off-shore gas concessions – and some of the same geopolitical interests. Opposing Tripoli was General Khalifa Haftar, de facto chief of staff of the rival Libyan government in Benghazi, backed by the UAE, Egypt, Russia, and to some degree France. Turkey's intervention in the war – backed financially by its Middle East ally Qatar – was decisive in halting Haftar's advance on Tripoli. It created the stalemate that led to a ceasefire in October 2020 and a political agreement among all major players that should culminate in December's elections.

In the course of its engagement in Libya, Turkey bumped up against not only its Middle East rivals but also France. This led to a potentially explosive moment when a French warship stopped a Turkish vessel delivering arms to Tripoli. Bilgic says analysts commonly err in separating Turkey's expansion into sub-Saharan Africa – which seems to be mainly about trade, aid and investment – from its geopolitical interests in North Africa, particularly Egypt and Libya. 'They are highly related,' he says, and adds that the France-Turkey competition in North Africa 'might spill down into sub-Saharan Africa.'

II - REVUE DE PRESSE INTERNATIONALE

❖ Mozambique

ONU - 20 janvier 2021

Les Nations Unies sont profondément préoccupées par l'aggravation de la crise humanitaire et l'escalade de la violence qui ont forcé des milliers de personnes à fuir leurs foyers et leurs districts dans la province de Cabo Delgado au Mozambique. Selon le gouvernement, plus de 565.000 personnes ont fui leurs maisons et leurs villages depuis le début des attaques des groupes armés non étatiques en 2017. Les directeurs régionaux de plusieurs agences des Nations Unies ont parlé aux journalistes de manière virtuelle des conclusions d'une mission conjointe qu'ils ont menée en décembre. Dans une déclaration, ils ont déclaré que cette visite leur a permis de constater l'impact de la violence et de montrer leur soutien aux communautés touchées et au peuple mozambicain. Au cours de la visite, les directeurs ont évalué la situation et les besoins des populations déplacées, ainsi que des communautés d'accueil, et ont rencontré des représentants du gouvernement à Maputo.

Ils ont exprimé leur profonde inquiétude quant au fait que le conflit et la violence ont laissé les gens victimes de violations des droits de l'homme et avec un accès très limité à la nourriture et aux moyens de subsistance. L'insécurité croissante et les mauvaises infrastructures ont rendu plus difficile l'accès aux personnes dans le besoin. Avec la pandémie de Covid-19, la crise est devenue encore plus complexe. Les représentants ont entendu des rapports émouvants d'hommes, de femmes et d'enfants déplacés dans la ville de Pemba, capitale de Cabo Delgado, et dans les districts d'Ancuabe et de Chiúre.

Ils ont également rencontré les communautés d'accueil, visité les zones de réinstallation et rencontré le gouverneur provincial et le secrétaire d'État ainsi que des chefs religieux et des représentants d'organisations civiles.

À Maputo, ils ont rencontré des représentants du gouvernement et des partenaires de développement. Selon les directeurs, il s'agit d'une situation d'urgence complexe en matière de sécurité, de droits de l'homme, d'aide humanitaire et de développement qui met en évidence le besoin d'assistance et de soutien dans la construction d'une résilience à long terme dirigée par le gouvernement.

Le manque de nourriture, d'eau, d'assainissement, de logement, de santé, de protection et d'éducation en suffisance aggrave une situation considérée comme terrible. L'imminence de la saison des pluies est également un risque dans un pays soumis à des chocs climatiques extrêmes, comme cela s'est produit en 2019 avec les cyclones Idai et Kenneth. En décembre, la tempête tropicale Chalane a frappé les mêmes populations que celles touchées par la tempête Idai. Dans une déclaration, les directeurs ont déclaré que « c'était un rappel brutal de la menace climatique à laquelle sont confrontés les Mozambicains et de l'urgence d'augmenter massivement les investissements dans la reprise et la résilience ». Avec la pandémie qui maintient la plupart des écoles fermées, ils soulignent l'importance de l'investissement dans l'éducation. Les représentants des agences onusiennes ont appelé à un élargissement urgent des programmes de protection, de santé, d'alimentation et de nutrition, ainsi que des interventions de vaccination et d'immunisation et des conseils psychosociaux. Ils ont également souligné la nécessité d'aider les agriculteurs et les pêcheurs à rétablir leurs moyens de subsistance.

Les directeurs ont également demandé un soutien pour la réinstallation de ces familles. Des investissements sont nécessaires pour promouvoir les droits de l'homme et la justice sociale, mais aussi pour limiter l'impact des crises actuelles et futures. Pour contenir l'extrémisme violent, ils ont appelé à des initiatives de développement transnational qui donnent la priorité à l'autonomisation économique et à l'inclusion sociale et politique des femmes et des jeunes. Ils ont également appelé le gouvernement et la communauté internationale à intensifier leurs efforts pour mettre fin à toutes les formes de violence, y compris la violence sexiste et le mariage des enfants, en investissant davantage dans les femmes et les filles en tant qu'agents de progrès et de changement. Enfin, les directeurs régionaux ont remercié le gouvernement pour son soutien et ont réaffirmé l'engagement des Nations Unies à faire respecter les droits de l'homme et à promouvoir la paix et le développement durable pour tous les Mozambicains.



La mission a été menée par des représentants de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), du Fonds international de développement agricole des Nations Unies (FIDA), de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), du Fonds des Nations Unies pour la population, (FNUAP), du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), du Programme alimentaire mondial (PAM), ainsi que par le responsable du Centre de résilience du PNUD et des membres de l'équipe de pays des Nations Unies.

❖ Kenya - Royaume-Uni

Africanews - 25 janvier 2021

Le secrétaire d'Etat britannique à la défense est en déplacement au Kenya. Cette visite post-Brexit de Ben Wallace est axée sur les relations de longue date qui existent entre les deux pays, alors que le Kenya et le Royaume-Uni ont convenu d'actualiser leur pacte de sécurité. Les deux États entretiennent une coopération forte sur le plan militaire depuis plus de 70 ans.

"Il est important que les amis et alliés se soutiennent dans la tâche qui les attend. Nous sommes confrontés à la menace commune qu'est Al Shabab. Nous travaillons ensemble afin d'éradiquer cette menace ici au Kenya, mais aussi au Royaume-Uni, par l'intermédiaire de la communauté internationale, et même des Nations unies en Somalie. Je pense qu'il est important que le Royaume-Uni soit aux côtés du Kenya pour défendre ses valeurs, la démocratie, et pour travailler avec ce pays afin de s'assurer que ses voisins suivent le même chemin", a détaillé Ben Wallace lors d'une conférence de presse commune.

Le ministre kényan de l'Intérieur a, lui, démenti les informations selon lesquelles le Kenya soutiendrait les troupes du Jubaland dans le conflit qui les oppose aux forces somaliennes.

"Nous comprenons qu'il y a un conflit de l'autre côté de la frontière, mais c'est un conflit interne à la Somalie. Cela n'a rien à voir avec nous. Nous ne sommes pas impliqués et aucune de nos forces n'a traversé la frontière pour se rendre sur le sol somalien. Donc je ne sais pas à quoi ces informations font référence, mais nous ne sommes pas impliqués", a martelé Fred Matiang'i.

Le gouvernement britannique a récemment promis une aide de plusieurs millions au Kenya pour aider notamment à lutter contre l'extrémisme dans la région. Un soutien financier qui contribuera aussi à œuvrer contre le changement climatique ainsi qu'à la mise en place de campagnes de vaccination contre la Covid-19, au Kenya et dans les pays en développement

❖ Nigeria

TV5 monde - 28 janvier 2021

La nomination de nouveaux chefs de l'armée au Nigeria était espérée depuis longtemps dans un pays en proie à de nombreux conflits, mais sur le terrain les défis sécuritaires sont immenses et s'annoncent difficilement surmontables. Le remplacement des chefs des Armées de terre, de l'air, de la marine et du chef d'état-major répond à plusieurs mois de grave détérioration de la situation à travers le plus pays le plus peuplé d'Afrique.

"Le Nigeria est dans une situation précaire. Toutes les régions du pays sont confrontées à des défis sécuritaires menaçant quasiment leur existence", résume à l'AFP Ikemesit Effiong, directeur de recherches dans la société de consultants en sécurité SBM Intelligence. Sous-financée et sous pression dans les quatre coins du pays, l'armée est aux prises avec une rébellion jihadiste sanglante depuis plus de dix ans dans le Nord-Est, ainsi qu'avec des groupes criminels organisés dans le Nord-Ouest et dans le Sud-Est pétrolière. Elle doit également faire face à des tensions séparatistes dans l'ex-Biafra (Sud-Est), à une explosion des enlèvements contre rançon à travers le pays, et à une forte montée de la piraterie au large de ses côtes, devenues ces dernières années les plus dangereuses au monde.

S'ils ne vont pas modifier la donne dans l'immédiat, les changements au sommet de la hiérarchie militaire constituent toutefois une première étape importante, selon Bulama Bukari, analyste au Tony Blair Institute for Global Change. "On a vu les troupes sur le terrain perdre confiance en leur commandement, et les Nigériens de manière globale eux aussi... Dans une guerre, le moral des troupes, et le soutien de l'opinion publique sont au moins aussi importants que les combats", souligne-t-il. La nouvelle a d'ailleurs été accueillie avec soulagement à Maiduguri, capitale de l'Etat de Borno, foyer de la rébellion jihadiste depuis 2009. "C'est un jour de fête à Maiduguri. Tout le monde est heureux", racontait à l'AFP Kyari Sherif, un commerçant de la ville, quelques heures après l'annonce de la présidence. Le président Muhammadu Buhari, ancien général putschiste dans les années 1980, a été élu en 2015 sur la promesse d'écraser cette rébellion jihadiste qui a fait pas moins de 36.000 morts et deux millions de déplacés. Mais six ans plus tard, les groupes Boko Haram et Etat islamique en Afrique de l'Ouest (Iswap) contrôlent toujours de vastes zones rurales ainsi que des routes stratégiques, où ils multiplient attaques et enlèvements de soldats, de civils et de membres d'ONG. "Il faut une révision complète de la stratégie contre-insurrectionnelle", estime Idayat Hassan du think-tank Centre for Democracy and Development, basé à Abuja.

En 2019, l'armée avait adopté la "stratégie des super camps", visant à réduire le nombre de petites bases pour en privilégier de plus grandes, mieux protégées. "L'armée voulait réduire le nombre de victimes militaires mais ça a donné aux insurgés plus de liberté de mouvement", analyse Bulama Bukarti.

Depuis l'arrivée de Buhari au pouvoir, l'insécurité a gagné quasiment tout le pays. L'armée est déployée dans 35 Etats sur 36. Dans le Nord-Ouest, où des bandes criminelles terrorisent les populations par leurs pillages, viols et kidnappings, les autorités ont essuyé un cinglant camouflet en décembre, avec l'enlèvement de 340 élèves dans l'Etat de Katsina, région d'origine de Buhari, où il était alors en visite. Les élèves ont ensuite été relâchés. Le danger s'est également étendu aux eaux et côtes nigérianes où les groupes criminels mènent attaques de navires et rapt de marins contre rançon. Le golfe de Guinée, qui baigne le Nigeria, compte pour près de 95 % des enlèvements en mer recensés dans le monde en 2020, selon le Bureau maritime international (BMI). "Le Nigeria va devoir faire des choix majeurs sur ses priorités stratégiques", explique à l'AFP Munro Anderson, de la société de gestion du risque maritime Dryad Global. "Avec 80% du commerce nigérian passant par la voie maritime, le Nigeria est confronté à un choix difficile entre la sécurisation des routes commerciales qui lui sont vitales et la sécurisation de son bastion politique dans le Nord", estime-t-il. La réponse à ces défis sera lourde de conséquences : l'insécurité généralisée accroît la concentration de l'activité dans la capitale économique, Lagos, et aggrave encore les inégalités avec le reste du pays, augmentant la migration vers cette mégalopole bondée de 20 millions d'habitants. Actuellement, près de la moitié des 200 millions de Nigériens vivent avec moins d'1,90 dollar par jour. Le pays est, avec l'Inde, l'un des pays comptant le plus grand nombre de pauvres au monde.

❖ Sénégal

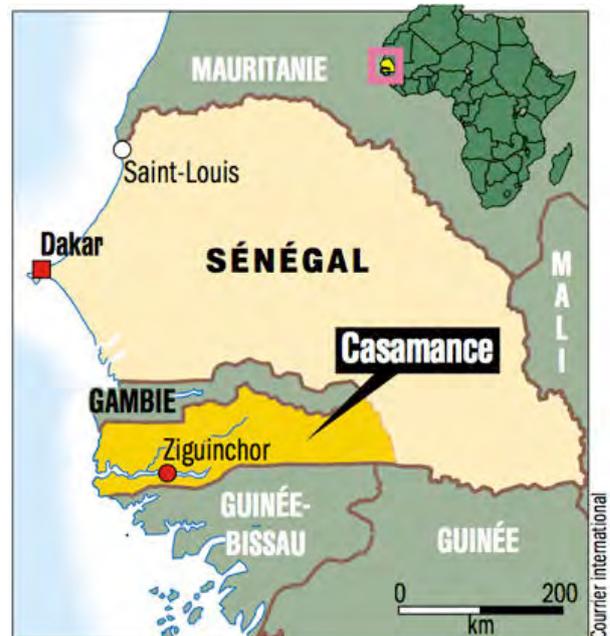
Africanews - 10 février 2021

Des cantonnements appartenant au Mouvement des Forces démocratiques de Casamance (MFDC) ont été capturés après des tirs d'artillerie et un assaut terrestre. Les alentours de ces "bases" étaient ponctués de surfaces calcinées, des traces des combats selon les officiers sénégalais. Aucun bilan fiable n'est disponible sur d'éventuelles pertes humaines de part et d'autre. Les officiers sénégalais n'ont pas dit non plus combien de temps l'opération lancée le 26 janvier durerait encore. Après des années de situation de "ni guerre ni paix" dans cette région fertile et enclavée, l'opération a été

déclenchée à la suite "d'exactions" commises contre les populations par les rebelles, ont dit les officiers.

Depuis 1982, le MFDC mène une rébellion armée dans cette région du nord du Sénégal séparée par la Gambie. Des tractations de paix avaient été relancées après l'arrivée au pouvoir en 2012 du président Macky Sall. Celles-ci n'avaient pas abouti à un accord pour mettre un terme à un conflit qui a fait des milliers de victimes civiles et militaires, ravagé l'économie et poussé de nombreux habitants à fuir. Début 2018, 14 hommes ont été tués près de Ziguinchor, l'armée sénégalaise ayant depuis interpellé une vingtaine de suspects, qui attendent toujours d'être jugés.

La Guinée-Bissau a longtemps été accusée de servir de base arrière aux rebelles, voire de leur procurer des armes. Un allié du président sénégalais Macky Sall, Umaro Sissoco Embaló, a accédé à la présidence de la Guinée-Bissau en 2020. Les officiers ont admis que les rebelles disposaient d'autres "bases" dans la région.



❖ Ethiopie – USA

février 2021

Les Etats-Unis ont dit lever la suspension de l'aide destinée à l'Ethiopie décidée par l'administration Trump du fait du controversé super-barrage construit par Addis-Abeba, et ont appelé de leurs vœux à une solution diplomatique impliquant l'Egypte et le Soudan.

L'administration de Donald Trump avait annoncé en septembre suspendre 272 millions de dollars d'aide destinée à l'Ethiopie, accusée d'intransigeance alors que les pourparlers sur le grand barrage éthiopien de I

a Renaissance (GERD) sous l'égide de Washington avaient échoué. L'administration de Joe Biden réexamine sa position sur le projet, considéré par l'Egypte et le Soudan comme une menace existentielle, mais a indiqué ne plus y conditionner son aide publique. "Les Etats-Unis ont décidé de cesser d'associer la suspension de certaines aides à l'Ethiopie à la position américaine sur le grand barrage éthiopien de la Renaissance", a indiqué le porte-parole du département d'Etat Ned Price. "Nous continuons à soutenir les efforts collaboratifs et constructifs de l'Ethiopie, de l'Egypte et du Soudan visant à trouver un accord à propos" du barrage, a-t-il ajouté. Addis Abeba estime que GERD est essentiel à son développement économique et à son électrification tandis que Khartoum et Le Caire, en aval, craignent que le barrage hydroélectrique, haut de 145 mètres et amené à devenir le plus grand d'Afrique, ne restreigne leur accès à l'eau.

❖ Tchad

Le Point – 16 février 2021

Le président tchadien Idriss Déby Itno a annoncé l'envoi de 1.200 soldats dans la zone dite des "trois frontières", entre le Mali, le Niger et le Burkina Faso, pour lutter contre les jihadistes, en marge d'un sommet des cinq pays du Sahel avec la France à N'Djamena. Cette annonce intervient au moment où la France souhaite voir les pays de la région assumer le relais militaire, mais aussi politique, de son engagement au Sahel vieux de huit ans. Les ministres de la défense du G5 Sahel (Tchad, Niger, Mauritanie, Niger, Burkina Faso) se sont rendus lundi à N'Guigmi, au Niger, près de la frontière avec le Tchad, où sont stationnés les soldats qui seront ensuite déployés dans la région des "trois frontières", selon la télévision d'Etat tchadienne. L'envoi de soldats tchadiens avait été initialement annoncé il y a un an lors du précédent sommet de Pau (Sud-Ouest de la France). Mais l'opération avait été retardée par la menace jihadiste grandissante sur les bords du lac Tchad, et par un désaccord entre N'djamena et ses partenaires sur les modalités, notamment financières, de ce déploiement. Les quatre autres chefs d'Etat de l'alliance du G5 Sahel, les Mauritanien Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani, Malien Bah Ndaw, Burkinabè Roch Marc Christian Kaboré et Nigérien Mahamadou Issoufou, avaient fait le déplacement, mais pas Emmanuel Macron. Resté à Paris pour cause de crise du Covid-19, le président français a participé avec eux à une réunion en visio-conférence dont rien n'a filtré. Le sommet de N'Djamena a lieu un an après celui de Pau, qui, devant la menace d'une rupture sous les coups de boutoir jihadistes, avait débouché sur un renforcement militaire dans la zone des "trois frontières" et l'envoi de 600 soldats français supplémentaires, les faisant passer de 4.500 à 5.100.

En dépit des succès tactiques revendiqués, le tableau demeure très sombre dans les trois principaux pays affectés. Plus de huit ans après le début de la crise, quasiment pas un jour ne passe sans une attaque armée, l'explosion d'une mine artisanale ou des exactions contre les civils. La barre des deux millions de déplacés a été franchie en janvier. Un an après Pau et le temps du "sursaut militaire" doit venir à N'Djamena celui du "sursaut diplomatique, politique et du développement", avait avancé le ministre français des Affaires étrangères Jean-Yves Le Drian avant le sommet. L'armée française revendique d'avoir sérieusement affaibli l'organisation Etat islamique (EI) et tué plusieurs chefs d'Al-Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi). Le nombre d'attaques de camps militaires a baissé en 2020. Mais les deux principales nébuleuses jihadistes restent très actives.

Et la France, confrontée chez elle aux interrogations croissantes sur un engagement antijihadiste financièrement et humainement coûteux (50 soldats tués depuis 2013), convient que le remède ne peut être seulement militaire. Paris juge que trop peu a encore été fait par ses partenaires sahéliens sur le front politique, par exemple au Mali pour appliquer un accord de paix signé avec l'ex-rébellion du Nord, ou pour faire revenir les instituteurs et les médecins dans les localités qu'ils ont désertées. Le sommet de N'Djamena pourrait "acter l'effort ciblé sur la haute hiérarchie" du Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM), une alliance jihadiste affiliée à Al-Qaïda, explique l'Elysée. Plus globalement au Sahel, la France ne cache pas sa volonté de réduire la voilure de son armée. Elle va "ajuster son effort", assurait en janvier M. Macron. Mais Paris semble hésiter à couper immédiatement dans ses effectifs. Paris compte notamment sur la "sahélisation", c'est-à-dire le passage du témoin aux armées nationales que la France forme avec l'Union européenne. Celles-ci, sous-entraînées et sous-équipées, restent vulnérables.

M. Déby a lui-même reconnu lundi ces faiblesses et "invité tous les Etats membres à s'atteler à une autonomisation complète de la force conjointe du G5 Sahel en la dotant de moyens financiers et logistiques propres". En outre, politiquement, Paris martèle qu'il est temps de consolider les réussites militaires des derniers mois en réinstallant l'Etat là où il est absent. "Beaucoup d'efforts sont consentis par nos gouvernements pour assurer le retour de l'Etat et des administrations sur les territoires", a plaidé M. Déby. Mais "la situation socio-économique de nos pays n'est pas très reluisante (...), c'est pourquoi nous lançons un appel pressant à tous nos partenaires afin de nous apporter les ressources additionnelles qu'ils ont promises pour nous permettre de réaliser nos

programmes de développement", a conclu le maréchal en invoquant notamment la "piste de l'annulation de la dette".

❖ Ethiopie – Soudan

RFI – 19 février 2021

Les deux nations semblent avoir fait un pas de plus vers la guerre alors que leur différend frontalier dure depuis maintenant trois mois. Après le rappel de l'ambassadeur soudanais à Addis-Abeba en début de semaine, les autorités éthiopiennes ont accusé jeudi l'armée soudanaise de vouloir faire plonger les deux parties dans un conflit de grande ampleur. Alors que des escarmouches et des tirs d'artillerie ont déjà fait plusieurs dizaines de morts, Khartoum et Addis-Abeba n'en finissent pas de hausser le ton, rapporte notre correspondant dans la capitale éthiopienne, Noé Hochet-Bodin. Le dernier communiqué du ministère éthiopien des Affaires étrangères va un pas plus loin. Le Soudan y est accusé d'avoir violé les principes de base du droit international, de mener des campagnes de désinformation et d'adopter une attitude provocatrice envers Addis-Abeba. Il est aussi question d'une tierce partie qui manipulerait le Soudan. Sans être nommé, il s'agit ici évidemment de l'Égypte, désigné comme le cerveau de la déstabilisation de l'Éthiopie, notamment en raison de leur dispute à propos du barrage éthiopien sur le Nil. Cette escalade supplémentaire éloigne les chances de négociations, où tour à tour la Turquie et le Soudan du Sud sont pressenties pour endosser le costume de médiateur.

❖ Soudan du Sud

février 2021

Un an après la création du gouvernement d'union nationale, le spectre de la guerre civile est toujours présent au Soudan du Sud : le pays est miné par les rivalités au sommet de l'État, les violences intercommunautaires et la faim.

Le 22 février 2020, sous la pression internationale et après un an de négociations et d'atermoiements, les ennemis jurés Salva Kiir et Riek Machar ont accepté de gouverner ensemble, pour la troisième fois depuis l'indépendance du pays en 2011. Le premier en tant que président, le second comme vice-président. Ce principe de partage du pouvoir avait été fixé dans un accord de paix signé en 2018 pour mettre fin à cinq années de guerre civile qui ont fait plus de 380.000 morts et 4 millions de déplacés. Mais un an après, quasiment aucun des autres engagements prévus n'a été respecté : le parlement ne s'est pas réuni, des postes ministériels sources de litiges ne sont toujours pas pourvus et les troupes de Kiir et Machar ne sont pas réunies dans une armée commune. "Avec les deux hommes qui continuent de diriger chacun leurs

forces, le pays peut rapidement à nouveau basculer dans la guerre", mettait en garde l'International Crisis Group dans un récent rapport.

Après les visites de plusieurs camps militaires ce mois-ci, une délégation composée de représentants gouvernementaux et militaires a estimé qu'"aucun progrès" n'avait été fait dans l'organisation de la nouvelle armée, plus de 18 mois après sa date de déploiement prévue. Les centres censés assurer la formation des troupes souffrent de nombreuses pénuries (nourriture, médicaments, uniformes) et beaucoup de soldats, gouvernementaux comme rebelles, ont déserté. Dans le camp de Rajaf (sud du pays), 26 soldats sont morts de faim ces derniers mois, a assuré à l'AFP le colonel James Kor qui y est instructeur-adjoint. "Nous n'avons aucun médicament. J'ai la diarrhée et la typhoïde mais quand je vais à la clinique, il n'y a rien. Nous mangeons du riz nature et rien d'autre", raconte Abraham Magaya Aleu, un soldat gouvernemental basé dans ce camp. Il explique recevoir un solde d'environ 1.000 livres (1,40 euros) par mois, une somme rendue encore plus dérisoire par l'inflation galopante. "Les retards prolongés et le temps passé sans faire aucun progrès nuisent à une paix durable au Soudan du Sud", estime le major général Charles Tai Gituai, président par intérim du RJMEC, l'organisme qui surveille la mise en œuvre du processus de paix.

Une violence croissante gangrène le pays. "Si l'accord de paix revitalisé a permis une accalmie des hostilités à l'échelle nationale, il n'a pas ou peu eu d'impact au niveau local", soulignait vendredi dans un communiqué la Commission des droits de l'homme des Nations Unies pour le Soudan du Sud, dénonçant des niveaux de violence alarmants. La guerre fait rage dans la région méridionale de l'Equatoria, où les forces gouvernementales combattent des rebelles qui refusent le processus de paix.

Les affrontements intercommunautaires se sont également multipliés dans plusieurs États livrés à l'anarchie en attendant qu'à Juba, les camps rivaux se mettent d'accord sur la nomination des gouverneurs. Selon l'ONU, plus d'un millier de personnes ont ainsi été tuées et 400 autres enlevées dans des conflits communautaires entre mai et novembre 2020, notamment dans les États du Warrap (nord) et Jonglei (est). "Nous craignons que la lenteur des réformes prévues dans l'accord de paix n'empire encore à mesure que des acteurs nationaux se mêlent aux violences locales et les alimentent", a averti en février David Shearer, l'envoyé spécial de l'ONU dans le pays. Outre les violences, la population civile a également été frappée par la sécheresse, les inondations et des invasions de criquets pèlerins qui ont dévasté les récoltes. Plus de 7,2 millions de Sud-Soudanais, soit près de 60% de la population, souffriront de malnutrition aiguë à la mi-2021, selon les autorités locales et les agences de l'ONU.

Le Programme alimentaire mondial (PAM) a estimé cette semaine que certaines régions souffraient de privations semblables à la famine. Le désespoir est général dans le plus jeune pays du monde, qui n'a connu quasiment que la guerre depuis son indépendance en 2011. "Ce n'est pas la première fois que nous appelons ces mêmes dirigeants à s'acquitter de leurs responsabilités envers notre pays et les citoyens de cette nation", écrivaient ce mois-ci les dignitaires de l'Église et groupes de la société civile dans un appel commun : "Malheureusement, ces appels n'ont apporté aucun changement significatif à la crise actuelle."

❖ RDC

ONU – 22 février 2021

Outre l'ambassadeur d'Italie en RDC, Luca Attanasio, les deux autres personnes décédées ont été identifiées comme étant, un membre de l'ambassade italienne et un chauffeur du PAM, a indiqué l'agence onusienne dans un communiqué de presse. Le PAM a précisé qu'un « certain nombre d'autres passagers voyageant avec la délégation ont été blessés au cours de l'attaque ».

L'attaque contre les deux véhicules a eu lieu à Kibumba, à 25 kilomètres au nord-est de Goma, dans la province du Nord-Kivu. Les deux premières victimes ont été tuées durant l'attaque, l'Ambassadeur Attanasio a reçu des soins d'urgence à l'hôpital de la Mission des Nations Unies en RDC (MONUSCO) à Goma où il a succombé à ses blessures, a précisé la MONUSCO dans un communiqué de presse. Le PAM a déclaré qu'il collaborerait avec les autorités congolaises pour déterminer les détails de l'attaque, « qui a eu lieu sur une route qui avait préalablement obtenu l'autorisation de voyager sans escorte de sécurité ». Le Conseil de sécurité de l'ONU, le Secrétaire général António Guterres et son Représentant spécial adjoint en RDC, David McLachlan-Karr, ont condamné avec la plus grande fermeté cette attaque.

M. Guterres a présenté ses plus sincères condoléances aux familles des défunts, ainsi qu'aux gouvernements d'Italie et de la RDC. Il a exprimé en outre sa pleine solidarité avec les collègues du PAM et toute l'équipe des Nations Unies dans le pays. Les membres du Conseil de sécurité ont également présenté leurs condoléances aux familles des victimes, à l'Italie et au PAM. M. Lachlan-Karr, qui assure l'intérim à la tête de la MONUSCO, s'est dit « bouleversé par la mort de l'Ambassadeur Luca Attanasio, de l'un de ses collègues, ainsi que d'un collègue du Programme alimentaire mondial ». « Les responsables de cette attaque doivent être identifiés et poursuivis avec la plus grande détermination », a-t-il ajouté.

Dans une déclaration à la presse, les membres du Conseil de sécurité ont aussi souligné « la nécessité de traduire en justice les auteurs de cet acte ». Ils ont réaffirmé que « leur détermination à soutenir le peuple de la République démocratique du Congo ne serait pas diminuée du fait de cet acte ou de tout autre acte de ce genre ». Le Secrétaire général a demandé pour sa part au gouvernement congolais « d'enquêter rapidement sur cette attaque odieuse d'une mission conjointe des Nations Unies sur le terrain et de traduire les auteurs en justice », a dit son porte-parole, Stéphane Dujarric, dans une déclaration à la presse. Le chef de l'ONU a réaffirmé que l'Organisation continuerait d'appuyer le gouvernement et le peuple congolais dans leurs efforts pour instaurer la paix et la stabilité dans l'est du pays.

Lors d'un point de presse à New York, le chef des opérations de paix des Nations Unies, Jean-Pierre Lacroix, s'est fait l'écho du message du Secrétaire général. Il a déclaré que l'ONU « appuiera l'enquête » qui sera menée concernant cette attaque. M. Lacroix a rappelé que les Casques bleus ont payé un lourd tribut à la fin de l'an dernier et au début de cette année, avec sept Casques bleus tués en République centrafricaine en moins de deux mois et cinq Casques bleus tués au Mali. « Cela met en évidence le fait que malgré tous les efforts que nous avons déployés et (...) qui ont abouti à une amélioration significative de la sûreté et de la sécurité de nos soldats de la paix, il y a beaucoup à faire », a-t-il ajouté, soulignant que les opérations de paix travaillent dans des environnements extrêmement difficiles.



❖ **Ethiopie****Agence Ecofin – février 2021**

En Ethiopie, la construction du plus grand barrage du continent, le GERD (6 450 MW) se poursuit inexorablement. Ni les menaces, ni les inquiétudes de l’Egypte, du Soudan ou de la communauté internationale n’arrêtent le pays. L’Ethiopie entend bien respecter son calendrier d’achèvement de la centrale hydroélectrique de la Grande Renaissance.

Seleshi Bekele, le ministre éthiopien de l’Eau, de l’Irrigation et de l’Energie a affirmé que le barrage sera opérationnel d’ici 2023 comme prévu. Après la réussite de la première phase de remplissage de son réservoir, qui a démarré en juillet 2020, le pays prévoit de lancer la deuxième à la faveur de la saison pluvieuse attendue en juillet 2021. Cette nouvelle phase fera passer le taux d’achèvement du barrage des 78,3 % actuels à 82 % à la fin de la saison des pluies 2021.

« L’Ethiopie prévoit de travailler aux finitions du GERD d’ici 2023 et considérer le barrage comme une menace à la sécurité hydraulique n’est ni fondé ni appuyé sur des données scientifiques », a martelé le responsable. Ce dernier a également assuré que les travaux de finition avancent désormais plus rapidement grâce aux réformes mises en place par l’administration.

Une nouvelle qui devrait inquiéter le Soudan qui a récemment affirmé qu’un autre remplissage unilatéral du barrage par l’Ethiopie menacerait sa sécurité. Mais tout laisse à croire que pour cette étape comme pour toutes les autres depuis le début de la construction du barrage, l’Ethiopie fera valoir une fois de plus sa souveraineté sur cette question.

❖ **Ethiopie – USA****AFP/20 Minutes – 11 mars 2021**

Washington lance un avertissement. Le chef de la diplomatie américaine, Antony Blinken, a dénoncé pour la première fois des « actes de nettoyage ethnique » au Tigré, région d’Ethiopie où Addis Abeba a lancé une opération militaire contre le pouvoir régional. Lors d’une audition parlementaire, il a estimé que les forces sur place devaient « s’abstenir de violer les droits humains des habitants du Tigré ou de commettre des actes de nettoyage ethnique comme nous en avons constaté dans le Tigré occidental ». Le Premier ministre éthiopien Abiy Ahmed, lauréat du prix Nobel de la paix 2019, a lancé début novembre une opération militaire pour renverser les autorités du parti au pouvoir dans la région, le Front de libération du peuple du Tigré (TPLF), qu’il accusait d’avoir attaqué des bases de l’armée fédérale. Il s’est appuyé sur les forces régionales venues d’Amhara, une région qui borde le Sud du Tigré, pour sécuriser de vastes zones après le retrait du TPLF. Les troupes de l’Erythrée voisine, autre ennemi juré du TPLF, ont visiblement aussi eu un rôle prépondérant dans les combats et elles sont accusées d’avoir perpétré des massacres de civils.

« Je comprends tout à fait les inquiétudes que le Premier ministre avait au sujet du TPLF et de ses actes, mais la situation au Tigré est aujourd’hui inacceptable et doit changer », a déclaré Antony Blinken. Il a évoqué deux « défis » en matière de sécurité : la présence de forces venues d’Erythrée et d’Amhara, qui « doivent partir », et les violations des droits humains par les forces déployées au Tigré. « Cela doit cesser », a-t-il martelé, réclamant à nouveau une « enquête indépendante » et un « processus

de réconciliation ». Il avait déjà demandé au Premier ministre éthiopien la semaine dernière d’autoriser une enquête internationale, évoquant à ce moment-là des « informations crédibles faisant état d’atrocités ». Fin février, le quotidien *New York Times* avait affirmé qu’un rapport interne du gouvernement américain avait qualifié de « nettoyage ethnique » les violences dans l’ouest du Tigré.

La haute-commissaire de l’ONU aux droits humains, Michelle Bachelet, a accusé la semaine dernière l’armée érythréenne d’atrocités au Tigré et a demandé une « enquête objective et indépendante », après avoir « corroboré de graves violations » susceptibles de constituer des « crimes de guerre et des crimes contre l’humanité ». Des organisations indépendantes de défense des droits humains ont fait état d’accusations similaires.

Addis Abeba et Asmara, qui se sont affrontés dans un sanglant conflit entre 1998 et 2000 avant de se rapprocher à l’initiative d’Abiy Ahmed, ont rejeté les accusations d’atrocités. Le secrétaire d’Etat a également réclamé mercredi un accès humanitaire sans entrave dans la région. « Le Premier ministre Abiy était un dirigeant qui suscitait l’enthousiasme et qui a gagné le prix Nobel de la paix. Maintenant il doit réagir et faire en sorte que son propre peuple, au Tigré, reçoive la protection dont il a besoin et qu’il mérite », a-t-il insisté.

Il a évoqué la nomination « dans les prochaines semaines » d’un émissaire américain pour la région de la Corne de l’Afrique, qui aura comme priorité la crise éthiopienne mais aussi la dispute entre l’Ethiopie, le Soudan et l’Egypte au sujet du méga barrage sur le Nil construit par Addis Abeba.

❖ **Burundi****ONU – 11 mars 2021**

Pour la Commission d'enquête des Nations Unies sur le Burundi, l'évolution en matière de droits humains dans ce pays depuis les élections de 2020 reste « confuse et empreinte d'incertitudes ». « Des premiers gestes symboliques et ponctuels ont bien eu lieu, mais ces derniers, tout comme les déclarations d'intention du Président Ndayishimiye, ne sauraient suffire à améliorer durablement la situation », a expliqué Doudou Diène, le Président de la Commission. Les enquêteurs onusiens attendent que ces annonces soient suivies par des actions concrètes qui fassent résolument progresser la situation en matière des droits de l'homme ». Car si depuis son arrivée au pouvoir, le Président Ndayishimiye s'est engagé à faire cesser les violations des droits de l'homme et à lutter contre l'impunité, « les abus ont continué à être commises, notamment à la suite des nombreux incidents sécuritaires qui ont eu lieu depuis l'été 2020 ». « Cette situation a eu pour effet d'accroître la « chasse » aux rebelles, principalement dans les zones où les attaques ont eu lieu et dans les provinces frontalières », a déclaré M. Diène.

Dans ces conditions, la répression visant les personnes soupçonnées de faire partie ou de soutenir les groupes armés s'est donc renforcée, et se fait généralement sur la base d'un profilage ethnique et/ou politique. « En conséquence, depuis septembre 2020, des militaires Ex-Fabs ainsi que des membres de leur famille, des jeunes, souvent d'origine Tutsie, et des membres des partis d'opposition, ont été victimes d'exécutions extrajudiciaires, de disparitions forcées, d'arrestations et de détentions arbitraires souvent accompagnées de torture », a déploré M. Diène. Chaque semaine, des corps sans vie continuent d'être retrouvés dans l'espace public et sont enterrés à la va-vite par les autorités. L'ampleur de ce phénomène qui s'inscrit dans la durée et le nombre important de ces « crimes de sang » dans le pays restent préoccupants.

« Le gouvernement doit reconnaître la gravité de la situation et y remédier », a déploré l'enquêteur onusien, relevant que dans cette politique de répression, des agents du Service national de renseignement (SNR), parfois appuyés d'Imbonerakure, ont été identifiés comme les auteurs principaux. A ce sujet, il note que « les tentatives de mieux contrôler les Imbonerakure qui avaient eu lieu au début de l'été 2020 ont fait long feu ». Selon la

Commission d'enquête, ces partisans de la Ligue de la jeunesse du parti au pouvoir continuent de « se substituer régulièrement aux forces de l'ordre et de sécurité », principalement dans les zones rurales.

Et beaucoup poursuivent ainsi « leurs agissements criminels ». « Les Imbonerakure ont même été loués et galvanisés suite aux incidents sécuritaires », a détaillé M. Diène, ajoutant que ces derniers continuent de prélever des contributions par la force auprès de la population. Pour arriver à un climat d'apaisement, la Commission est d'avis qu'il faut garantir la liberté et la sécurité des opposants politiques. Alors que le Président Ndayishimiye a souligné que les partis politiques d'opposition ne devaient pas être considérés comme des ennemis, mais dans les faits, des membres de ces partis, particulièrement du Congrès National pour la Liberté (CNL), restent étroitement surveillés.

Des membres du principal parti d'opposition, le CNL, restent étroitement surveillés et plusieurs ont été arrêtés et détenus arbitrairement au cours des derniers mois. C'est le cas de l'ancien député de l'opposition Fabien Banciryanino, détenu depuis octobre 2020, pour avoir notamment dénoncé les violations de droits de l'homme commises sous le Président Nkurunziza. Il est ainsi accusé de « rébellion, dénonciation calomnieuse et atteinte à la sécurité intérieure de l'État », en raison notamment de ses propos critiques. À cet égard, la Commission estime que la grâce présidentielle accordée à plus de 5.000 prisonniers est certes bienvenue vu la surpopulation carcérale, mais il est regrettable qu'en soient exclus les défenseurs des droits de l'homme et les opposants politiques.

De plus, le recours à des mesures exceptionnelles de pardon, ne saurait remédier aux problèmes d'abus de la détention préventive et d'absence d'un système efficace de contrôle de la légalité de la détention, qui sont parmi les causes profondes de la saturation des prisons burundaises.

Le Chef de l'État a certes fait un geste positif en libérant les quatre journalistes d'Iwacu détenus depuis octobre 2019, et en demandant de trouver une solution pour que les médias suspendus depuis 2015 reprennent leurs activités. Toutefois, au même moment, la Commission indique avoir appris la condamnation à perpétuité de 12 journalistes et défenseurs des droits de l'homme en exil pour leur implication supposée dans le coup d'État raté de mai 2015. S'adressant au Conseil des droits de l'homme de l'ONU, M. Diène a toutefois rappelé ces "quelques

signes encourageants » depuis l'arrivée au pouvoir, du Président Ndayishimiye. Le Chef de l'Etat burundais a d'ailleurs multiplié les promesses d'améliorer la situation des droits de l'homme et la gouvernance du pays, de promouvoir l'État de droit, de rendre le système judiciaire plus impartial, mais aussi de renforcer la réconciliation et l'unité des Burundais.

Mais certains « de ces propos ne sont pas dépourvus d'ambiguïté ou peuvent parfois même se contredire », a-t-il précisé. « Au cours des derniers mois, il y'a enfin eu des premiers gestes en ce sens », a salué le Président de la Commission d'enquête, tout en rappelant néanmoins que « de simples gestes ad hoc et des déclarations d'intention ne sauraient suffire ». Une façon de rappeler que la lutte contre l'impunité est une question de volonté politique puisque quelques Imbonerakure ont été poursuivis et condamnés pour des meurtres et autres crimes.

Plus globalement, la Commission d'enquête espère que les gestes entrepris par le Président Ndayishimiye sont les prémices « de changements profonds, de nature structurelle, qui eux se font toujours attendre ». Dans ces conditions, elle réitère ses recommandations antérieures au gouvernement burundais afin qu'il prenne des mesures structurelles garantissant « la bonne gouvernance, l'État de droit, l'indépendance et l'impartialité de la justice ». Ainsi, la communauté internationale devrait au minimum être assurée de la réouverture du bureau pays du Haut-Commissariat aux droits de l'homme. « Nous insistons en outre sur l'importance de maintenir une vigilance objective sur la situation au Burundi qui demeure fragile », a conclu M. Diène, relevant que même si « le changement est possible, le chemin est encore long, le temps presse et le peuple burundais continue à souffrir ».

En réponse à ce tableau décrit par les enquêteurs onusiens, Bujumbura a réitéré « sa ferme opposition aux allégations mensongères et politiquement orientées formulées à son encontre ». Pour le Burundi, ce dialogue interactif intervient au moment où la situation dans le pays connaît « d'énormes avancées significatives ». « Le gouvernement s'attelle à l'amélioration de la bonne gouvernance, la santé publique, la justice pour tous et la lutte contre la pauvreté », a déclaré l'Ambassadeur Rénovat Tabu. Le Représentant permanent du Burundi auprès de l'ONU à Genève en appelle aux Etats membres du Conseil pour « dépassionner la situation et laisser le peuple burundais avancer ».

❖ Éthiopie - USA

mars 2021

Les États-Unis accusent le Premier ministre de l'Éthiopie, Abiy Ahmed, de nettoyage ethnique. Le lauréat du Prix Nobel de la paix en 2019 a lancé en novembre 2020 une opération militaire au Tigré pour renverser le parti au pouvoir dans la région. Dans la région du Tigré, en Éthiopie, la guerre a poussé les civils à fuir les massacres, les bombardements ou les fusillades. Ce sont les victimes d'un conflit à huis clos, quasiment inaccessible et sanglant. Les États-Unis ont mis pour la première fois, dimanche 14 mars, des mots sur ces exactions. *"La force présente dans la région du Tigré doit s'abstenir de violer les droits humains des habitants ou de commettre des actes de nettoyage ethnique comme nous en avons constaté"*, a ainsi déclaré Anthony Blinken, secrétaire d'État américain. Le gouvernement éthiopien, de son côté, dément catégoriquement ces accusations, estimant qu'elles constituent *"un jugement complètement infondé et fallacieux"*. Le conflit, vieux de 20 ans, a repris en novembre 2020, quand l'armée fédérale, soutenue par le gouvernement, a affronté le parti dissident, le Front populaire de libération du Tigré. Aucun humanitaire ni journaliste ne peut s'y rendre et les connexions au web sont coupées.

Les structures de soins de la région éthiopienne du Tigré ont été *"détruites de façon délibérée et généralisée"*, et certaines sont occupées par des soldats, a déclaré lundi Médecins Sans Frontières (MSF) dans un communiqué. Le Premier ministre éthiopien Abiy Ahmed, lauréat du prix Nobel de la paix 2019, a lancé début novembre dans cette région une intervention militaire visant à renverser le parti local au pouvoir, le Front de libération du peuple du Tigré (TPLF), accusé d'avoir fait attaquer des bases de l'armée fédérale. Elle précise avoir visité 106 établissements *"entre mi-décembre et début mars"*, dont 70% ont été *"pillés"*. Seuls 13% d'entre eux *"fonctionnaient normalement"*. *"Un établissement de santé sur cinq visité par les équipes MSF était occupé par des soldats. Dans certains cas, cette occupation a été temporaire, dans d'autres, elle se poursuivait au moment de la visite"*, poursuit le texte.

A Abiy Addi (centre), l'hôpital était jusqu'à début mars occupé par les forces éthiopiennes, pour soigner leurs soldats, dit MSF, mais à Mugulat (est), ce sont *"des soldats érythréens"* qui *"utilisent"* le centre de santé local en tant que structure militaire. La présence de soldats venus d'Erythrée au Tigré, pourtant largement rapportée sur le terrain, est démentie par Addis Abeba et Asmara. Les *"pillages"* se poursuivent, dénonce par ailleurs MSF.

"À l'hôpital d'Adwa, au cœur de la région, des équipements médicaux, notamment des échographes et des moniteurs, ont été délibérément cassés", ajoute l'ONG.

Elle souligne que cette situation impacte durement la population locale, touchée par l'insécurité et l'absence de personnels médicaux, contrainte de se rendre dans des centres moins bien équipés, souvent à pied en raison de la réquisition des ambulances par les soldats. "Les structures de soins doivent être réhabilitées et recevoir davantage de matériel et d'ambulances, et le personnel doit recevoir son salaire et avoir la possibilité de travailler dans un environnement sécurisé", déclare Olivier Behn, directeur général de MSF, appelant à la protection de ce personnel.

M. Abiy a proclamé la victoire au Tigré fin novembre, après la prise de la capitale régionale Mekele, mais les dirigeants du TPLF restent en fuite et des combats se poursuivent dans la région.

❖ Mali

France 24 - 17 mars 2021

Une nouvelle attaque meurtrière dans la zone des trois frontières. Au moins 31 soldats ont péri lors d'une embuscade dans le nord-est du Mali, près des frontières du Burkina Faso et du Niger, selon un nouveau bilan obtenu mercredi 17 mars de sources militaires et locale. Un précédent décompte de l'état-major faisait état de 11 morts, 11 disparus et 14 blessés, suite à l'attaque survenue le 15 mars. Ce bilan n'a cessé de s'aggraver depuis un premier communiqué publié plusieurs heures après l'attaque menée en milieu de journée contre la relève du poste de Tessit, au sud-ouest d'Ansongo. Il pourrait s'alourdir encore, d'autres sources citant des pertes encore plus grandes dans

les rangs de l'armée, qui a vu des centaines de ses hommes mourir de la sorte ces dernières années. La relève est tombée dans une embuscade tendue par une centaine d'hommes à bord de pick-up et sur des motos, selon un récit fait antérieurement par l'armée sur les réseaux sociaux. "Le nouveau bilan est de 31 militaires maliens tués. Les blessés ont été transportés à Gao pour des soins", a indiqué à l'AFP un commandant local s'exprimant sous le couvert de l'anonymat en raison de ses contraintes hiérarchiques. Il s'agit de l'attaque la plus meurtrière attribuée à des jihadistes contre les forces maliennes cette année. "Dans les rangs des terroristes, on a retrouvé 13 morts sur le terrain, et ils sont repartis avec d'autres corps", a-t-il dit. Un document officiel que l'AFP a consulté rapporte 33 morts et 14 blessés. Un élu local a évoqué sous le sceau de l'anonymat 34 soldats tués. Depuis 2012 et le déclenchement de rébellions indépendantiste puis jihadiste dans le nord, le Mali est plongé dans une tourmente multiforme qui a fait des milliers de morts, civils et combattants, et des centaines de milliers de déplacés, malgré le soutien de la communauté internationale et l'intervention de forces de l'ONU, africaines et françaises. La crise s'est propagée au Burkina Faso et au Niger. Le 15 mars, 58 personnes ont été tuées dans l'ouest du Niger dans des attaques attribuées à des jihadistes contre des civils de retour du marché et contre un village, à une centaine de kilomètres du Mali, dans la même zone dite des trois frontières. Cette région, théâtre d'actions sanglantes de groupes armés affiliés à Al-Qaïda et à l'organisation État islamique (EI), a fait l'objet, après janvier 2020, d'un important effort militaire de la force française Barkhane et de ses partenaires sahéliens, spécialement dirigé contre le groupe EI au grand Sahara.

❖ Niger

Libération - 17 mars 2021

Au moins 58 personnes ont été exécutées près de la frontière du Mali. Des acteurs locaux redoutent un « engrenage des vengeances communautaires ». Les passagers revenaient du grand marché hebdomadaire de Banibangou, près de la frontière malienne, quand ils ont été arrêtés par des hommes en armes. L'embuscade s'est produite sur deux axes à l'est de la ville : la piste de Chinégodar, et celle reliant le village de Darey-Daye. D'après les premiers témoignages, les assaillants sont arrivés à motos, comme à leur habitude. Ils ont fait descendre les passagers des véhicules, et ont abattu 58 personnes. Toutes appartenaient à l'ethnie Zarma.

« La tuerie de lundi est terrible par son ampleur. Mais ce qui est gravissime, c'est qu'il y a eu un tri, une sélection ethnique. Ils ont fait sortir les gens un à un, en ont laissé partir certains, affirme Amadou Harouna Maiga, coordinateur du comité Union Tillabéri.

"On redoute un engrenage communautaire. Pourra-t-on contenir les vengeances ? Il faudra une intervention des sages, des leaders, des religieux, pour éviter le pire."

Jusqu'à l'an dernier, le Niger avait été relativement épargné par les violences de masse à caractère communautaires, à la différence du Mali et du Burkina Faso voisins.

Mais « le danger se rapproche », estime un connaisseur de la région : « Comme partout au Sahel, les Peuls sont pointés du doigt pour leur proximité supposée avec les jihadistes. On craint que cela dérape. »

Dans la région du Nord-Tillabéri, zone d'implantation privilégiée de l'Etat islamique au Grand Sahara (EIGS), les populations locales zarmas ne se sont pas organisées en groupes d'autodéfense, comme ont pu le faire les chasseurs traditionnels dozos au Mali ou les combattants koglwéogos au Burkina Faso. Conscient des risques d'escalade, l'Etat nigérien se refuse à laisser les civils s'armer. Mais ses forces de défense et de sécurité peinent de plus en plus à protéger la population. Le massacre du 2 janvier à Tchomo-Bangou et Zaroumadareye, au cours duquel 100 villageois ont été tués, l'a cruellement rappelé. Cette fois, les causes immédiates de la tuerie ne sont pas encore connues. Plusieurs hypothèses sont cependant avancées à Niamey pour expliquer la fureur meurtrière des jihadistes. Les jours précédents, les villageois ont-ils refusé de payer la *zaqat*, l'impôt sur le bétail que les insurgés imposent à la population ? Ont-ils résisté, localement, aux injonctions des islamistes ? Attaqué, ou tué, des individus liés à une katiba ? Les exécutions de lundi n'ont pas été revendiquées. Mais l'emprise de l'Etat islamique au Grand Sahara sur le Nord-Tillabéri est incontestable, en dépit de la concentration des moyens militaires français et nationaux sur la zone dite « des trois frontières », à l'intersection du Mali, du Burkina Faso et du Niger.

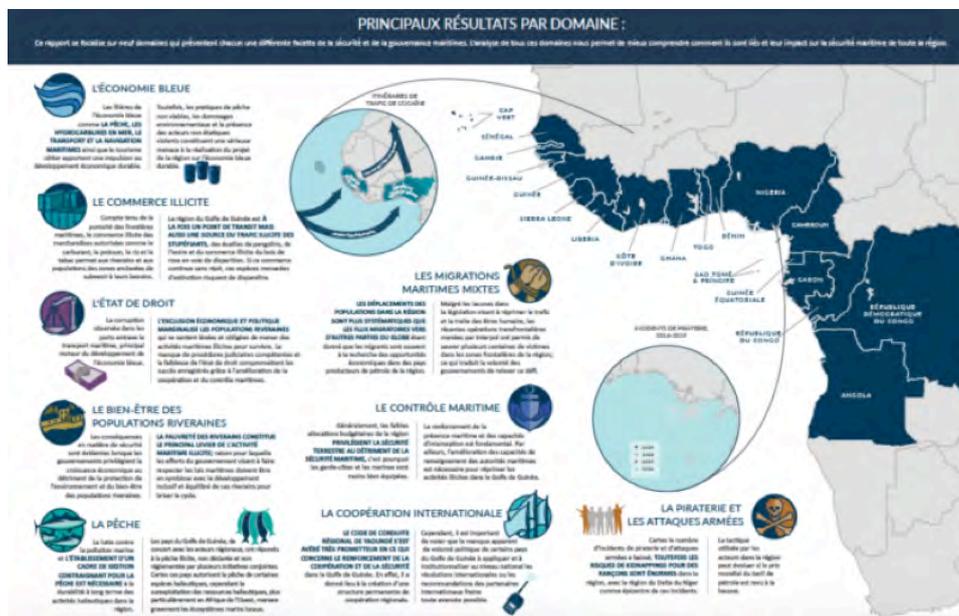
A la veille du sommet du G5 Sahel à N'Djamena, le mois dernier, la ministre française des

Armées, Florence Parly, avait affirmé que l'EIGS était « *fortement entravé* » après une année d'opérations militaires particulièrement intense contre l'organisation terroriste. Jamais, depuis le début de l'opération Barkhane, la France n'a tué autant de jihadistes qu'en 2020. Dans les prochains jours, un bataillon tchadien de 1 200 hommes est attendu en renfort dans la zone des trois frontières. Mais la capacité de nuisance des mouvements islamistes armés reste redoutable. Le jour même de la tuerie de Banibangou, lundi, un détachement de l'armée malienne était attaqué près de Tessit, par une centaine d'hommes à moto, selon un communiqué du ministère de la Défense. Au moins 33 soldats ont été tués. La localité, elle aussi située dans la zone des trois frontières, est réputée appartenir à la zone d'influence de l'Etat islamique.

Au Niger, le gouvernement a décrété un « *deuil national de trois jours* ». Douleuruse image de fin de règne pour le président Mahamadou Issoufou, couronné une semaine plus tôt du prix Mo Ibrahim pour « *le leadership d'excellence en Afrique* ». A quelques jours de la confirmation, par la Cour constitutionnelle, des résultats contestés de l'élection présidentielle, le massacre de Banibangou constitue aussi brutale une piqûre de rappel pour son successeur et vieil ami, Mohamed Bazoum. Sur le plan sécuritaire, il hérite d'un pays au bord du gouffre.

❖ **Golfe de Guinée - 17 mars 2021**

Le Danemark va envoyer une frégate et quelque 175 marins pour lutter contre la piraterie dans le Golfe de Guinée, a annoncé mardi la ministre de la Défense. « La frégate sera sur place entre environ novembre 2021 et mars 2022, une période de l'année où le risque d'attaque est le plus élevé », a précisé lors d'une conférence de presse, Trine Bramsen. Cinquième puissance de marine marchande du monde, le Danemark « fait le premier pas, puis nous espérons que d'autres (nations) suivront », a ajouté la ministre. Quelque 40 navires marchands danois traversent quotidiennement le Golfe de Guinée et transportent des marchandises pour environ 10 milliards de couronnes (1,34 milliard d'euros) par an. Le Golfe de Guinée est devenu l'une des zones les plus dangereuses de d'activité des pirates.





III - Le mot des NATIONS UNIES

Rapport du Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo.

S/2020/1283 du 23 décembre 2020

Au cours de la période considérée, la situation en matière de sécurité dans l'est de la République démocratique du Congo a été marquée par des épisodes localisés de grande violence. C'est dans ce contexte que le Président Félix Tshisekedi a effectué, début octobre 2020, une visite de trois jours à Goma, où il a tenu une série de consultations et présidé un mini-sommet consacré notamment aux questions de sécurité, avec les chefs d'État de l'Angola, de l'Ouganda et du Rwanda. Dans le Nord-Kivu, les opérations des Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC) ont conduit à la dispersion des Forces démocratiques alliées (ADF) en plusieurs groupes mobiles et à l'extension de leur zone d'opérations. Alors que les chaînes d'approvisionnement étaient perturbées, les ADF ont continué d'attaquer les FARDC et les populations civiles, en faisant preuve d'une meilleure connaissance des techniques de fabrication des engins explosifs improvisés. Bien que l'État islamique d'Iraq et du Levant (EIIL) ait revendiqué de nombreuses attaques commises dans le territoire de Beni, le Groupe d'experts n'a pu établir aucun lien direct entre l'EIIL et les ADF. Dans le territoire de Beni, la culture, la récolte et la vente de cacao étaient pour partie liées à l'activité des ADF, de groupes Mai-Mai, d'agresseurs armés non identifiés et de membres des FARDC. De nombreux cultivateurs de cacao ont eu du mal à accéder aux champs à cause de l'insécurité, et les attaques contre ces derniers ont augmenté pendant les périodes de récolte. Du cacao provenant notamment de zones sous contrôle armé a été introduit

clandestinement en Ouganda en 2020, et de nombreuses filières d'approvisionnement étaient opaques. Le groupe Nduma défense du Congo-Rénové (NDC-R) s'est scindé en deux factions : l'une dirigée par l'ancien chef du NDC-R, Guidon Shimiray Mwisa (CDi.033), qui fait l'objet de sanctions, l'autre par son adjoint, Gilbert Bwira Chuo. Le NDC-R a continué de bénéficier du détournement de stocks gouvernementaux, plusieurs officiers des FARDC lui fournissant des armes et des munitions. Les FARDC ont contribué à la scission du NDC-R, à sa restructuration et au renforcement de la faction Bwira, afin de mieux traquer la faction Guidon et combattre d'autres groupes armés. Des réseaux criminels ont été associés au trafic de minerais d'étain, de tantalite et de tungstène provenant de sites miniers occupés par des groupes armés. De ces trois minéraux, le tantalite est celui qui a fait l'objet des plus importantes saisies à la frontière entre la République démocratique du Congo et le Rwanda entre janvier et septembre 2020. En Ituri, la signature d'accords de cessez-le-feu, à partir de la mi-juillet 2020, par des groupes armés lendu communément désignés sous le nom de Coopérative pour le développement du Congo (CODECO), a entraîné une relative accalmie dans les territoires de Djugu et de Mahagi. Au moment de la rédaction du présent rapport, l'ouest du territoire de Djugu et le nord du territoire d'Irumu ont été les régions les plus touchées par les violences, principalement en raison de la réticence de certaines factions lendu à adhérer au processus de cessez-le-feu et aux activités du groupe armé Force patriotique et intégrationniste du Congo et du groupe d'autodéfense Zaïre, récemment créés.

Pour avoir utilisé des enfants, l'Union des révolutionnaires pour la défense du peuple congolais (URDPC/CODECO) et l'Armée de libération du Congo (ALC/CODECO) pourraient faire l'objet de sanctions. Des membres des FARDC déployés en Ituri ont commis des exactions contre des civils lendu. Des combattants de factions lendu ont mené un nombre croissant d'attaques contre des centres de commerce de l'or et des zones minières des territoires de Djugu et d'Irumu, riches en or. Des éléments du groupe Zaïre étaient également présents dans les zones d'extraction de l'or mais ont rarement ciblé celui-ci ou les mineurs chargés de l'extraire. La contrebande d'or transfrontière s'est poursuivie entre l'Ituri et l'Ouganda. Dans le sud du territoire d'Irumu, le nombre d'attaques perpétrées contre des civils par des groupes armés du Nord-Kivu, notamment l'ADF, a augmenté avec les opérations des FARDC, entraînant d'importants déplacements de population et exacerbant les tensions entre les communautés. Les Hutus, également désignés sous le nom de Banyabwishas, ont été particulièrement visés par une attaque perpétrée en septembre à Payi. Le processus de désarmement, de démobilisation et de réintégration de la Force de résistance patriotique de l'Ituri a repris le 19 octobre 2020, après un coup d'arrêt à la suite d'un affrontement avec les FARDC le 30 septembre 2020. Au Sud-Kivu, le groupe armé Mai-Mai Yakutumba a vu sa structure modifiée après la défection de son chef adjoint, Alonda Bitu, en août 2020. Il a continué de financer ses activités par l'exploitation illégale de l'or dans la région de Misisi et l'abattage illégitime, notamment du séquoia, une espèce protégée par la Convention sur le commerce international des espèces de faune

et de flore sauvages menacées d'extinction. Des factions Raïa Mutomboki des groupes Butachibera et Hamakombo ont imposé aux communautés locales des taxes illégales pour l'accès aux forêts, en particulier dans le territoire de Kalehe. Le Groupe d'experts s'inquiète de l'escalade de la violence dans les hauts plateaux des territoires de Fizi, d'Uvira et de Mwenga en raison des activités qui y sont menées par des groupes armés, et du fait que des communautés entières se retrouvent accusées d'être collectivement responsables des attaques et des discours incendiaires qui sont le fait de ces groupes, et continue d'enquêter sur ce sujet. De fin 2019 à début octobre 2020, des membres des Forces de défense rwandaises étaient présents dans le Nord-Kivu, où ils ont mené des opérations en violation du régime de sanctions. Les Forces de défense nationale burundaises et le groupe de jeunes Imbonerakure ont lancé des incursions dans le Sud-Kivu entre novembre 2019 et juillet 2020, également en violation du régime de sanctions. Deux saisies d'armes, l'une réalisée à Kinshasa en octobre 2019, l'autre à Gbadolite en avril 2020, ont montré que des réseaux de trafic nationaux poursuivaient leurs activités, parfois même au niveau transfrontalier.

Rapport S/2021/40 du 13 janvier 2021 du Groupe d'experts sur le Soudan

Le Gouvernement soudanais et plusieurs grands mouvements armés darfouriens ont signé en octobre 2020 l'Accord de paix de Djouba, qui représente un vrai pas en avant dans le processus de paix au Darfour. Après la signature de l'Accord, les dirigeants et les composantes politiques des mouvements ont commencé à retourner dans le pays et à travailler avec le Gouvernement soudanais sur les premières mesures de mise en œuvre. L'application de l'Accord sera compliquée par le manque de ressources financières, ainsi que par les divergences entre les différents acteurs de la transition politique au Soudan. D'autres problèmes majeurs subsistent, notamment le rejet de l'Accord par l'Armée de libération du Soudan-Abdul Wahid (ALS-AW), seul mouvement armé à exercer son contrôle sur une zone étendue au Darfour, ainsi que par certains acteurs clés, tels que les principales organisations de personnes déplacées. L'application des dispositifs de sécurité sera une autre question délicate, qui risque de compromettre l'avenir de l'Accord et la stabilité au Darfour si elle n'est pas traitée de façon adéquate.

De manière générale, la situation dans la région est restée propice au processus de paix, bien qu'extrêmement précaire. Les États de la région ont facilité ou autrement appuyé les négociations menées à Djouba. Cela étant, le conflit et l'impasse qui caractérisent la situation en Libye et la montée de la violence que l'on vient d'observer en Éthiopie, en particulier, témoignent de la fragilité de la plupart des États voisins, qui risque de saper la paix et la stabilité au Darfour et dans la région. Au Darfour, l'ALS-AW a accru ses capacités dans le Jebel Marra en recrutant de nouveaux combattants et en achetant des armes grâce à de nouvelles recettes tirées de l'extraction de l'or. Il y a eu relativement peu d'affrontements entre les forces de sécurité et ce mouvement, mais celui-ci a été déchiré par les luttes intestines, qui ont entraîné le déplacement d'au moins 20 000 civils et donné lieu à de nombreuses atteintes aux droits humains. Les partisans de Musa Hilal Abdalla Alnsiem, qui est inscrit sur la Liste relative aux sanctions (numéro de référence permanent SDi.002), étaient de plus en plus mécontents de la détention de leur chef, et certains d'entre eux sont passés à l'action militaire dans le Jebel Marra et en Libye. Récemment, les groupes signataires de l'Accord ont recruté au Darfour un grand nombre de personnes, y compris des enfants, en prévision de la mise en place des dispositifs de sécurité. La plupart des groupes rebelles darfouriens ont renforcé leur présence en Libye, où ils ont participé très activement à des opérations militaires majeures de l'Armée nationale libyenne, notamment à Tripoli et à Syrte. Ils se sont considérablement développés pendant la période considérée, ayant procédé à des recrutements à grande échelle et obtenu du matériel. Ils ont également établi des relations suivies avec des dirigeants de haut niveau de l'Armée nationale libyenne, ainsi que des relations directes avec certains de leurs soutiens étrangers. Malgré la signature de l'Accord, les informations recueillies par le Groupe d'experts indiquent que ces mouvements maintiendront pour l'instant des contingents considérables en Libye. Du point de vue du droit international humanitaire, la situation générale ne s'est pas améliorée pendant la période considérée.

Aussi bien l'ampleur que la fréquence des affrontements intercommunautaires et des attaques contre les civils qui les accompagnent ont augmenté très nettement, en particulier dans le Darfour méridional et le Darfour occidental. La capacité du Gouvernement soudanais à prévenir ou à faire cesser ces violences s'est avérée limitée, surtout dans les zones rurales, où les forces de police sont souvent dépassées en nombre et en puissance par les groupes armés tribaux locaux. Les éléments armés des populations nomades ont également continué d'attaquer des personnes déplacées et des agriculteurs qui tentaient de regagner leurs terres. La situation des personnes déplacées est restée inchangée, en l'absence de politiques et d'initiatives gouvernementales complètes en faveur de ces personnes, notamment pour ce qui est de l'occupation des terres et du désarmement des civils.

Le Gouvernement a élaboré un plan national aux fins de la protection des civils après le retrait de l'Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour (S/2020/429, annexe), mais des incertitudes demeurent quant à la capacité et aux moyens dont il dispose pour le mettre en œuvre. Les violences sexuelles et fondées sur le genre restaient endémiques au Darfour. Aucune mesure n'a été prise dans ce domaine, bien que l'on puisse voir un progrès dans le fait que les nouvelles autorités soudanaises soient de plus en plus conscientes du problème. De telles violences continuent d'être commises quotidiennement – tout particulièrement contre des femmes et des filles qui mènent des activités de subsistance – par différents auteurs, notamment des membres des forces de sécurité, des membres armés de populations nomades et certains combattants de l'ALS-AW. Pendant la période considérée, le Gouvernement soudanais a continué de transférer des armes et d'autres types de matériel militaire au Darfour, en violation de l'embargo sur les armes. Depuis la mise en place de l'embargo, le Gouvernement n'a soumis aucune demande ni notification de dérogation au Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1591 (2005) concernant le Soudan. Pour sa part, l'Armée nationale libyenne et ses partisans ont fourni aux groupes armés en Libye un nombre considérable de véhicules militaires et d'armes, en violation de l'embargo. Les mouvements illicites d'armes à destination et en provenance du Darfour se sont poursuivis à la faveur de la porosité des frontières et de la facilité d'accès aux armes de petit calibre au Darfour et ailleurs dans la région, ce qui compromet la sécurité et la stabilité au Darfour et dans les pays voisins, en particulier dans l'est du Tchad, dans le nord-est de la République centrafricaine et en Libye. L'application de l'interdiction de voyager et du gel des avoirs a continué de poser des difficultés en raison du manque de coopération du Gouvernement soudanais et des gouvernements des autres pays de la région. En Libye, les activités des mercenaires qui soutiennent l'Armée nationale libyenne ont été la principale source de financement des groupes armés darfouriens, dont certains tiraient également des recettes d'activités criminelles comme le trafic de drogue et le trafic de migrants. Au Darfour, la mine d'or de Torroye, dans le Jebel Marra, représente une nouvelle source de fonds majeure pour l'ALS-AW. Maintenant qu'ils retournent au Soudan, certains groupes signataires de l'Accord de paix de Djouba prévoient de mener des activités d'extraction d'or au Darfour pour financer leurs activités, ce qui est susceptible d'intensifier la compétition dont font l'objet les ressources minières à l'échelle locale.

Rapport S/2021/87 du 27 janvier 2021 du Groupe d'experts sur la République centrafricaine

La période à l'examen (de septembre à décembre 2020) a été marquée par les préparatifs des élections législatives et présidentielles du 27 décembre 2020. Dans ce contexte, de fortes dissensions concernant la crédibilité et l'équité du processus électoral se sont formées entre le Président Faustin-Archange Touadéra et son entourage, d'une part, et certains groupes armés et membres de l'opposition, d'autre part, en particulier l'ancien Président François Bozizé, qui fait l'objet de sanctions. En décembre, une escalade des tensions a conduit une nouvelle coalition de groupes armés à tenter d'empêcher la tenue des élections. Le présent rapport jette un nouvel éclairage sur les dimensions régionales de la crise et sur l'importance des flux transfrontaliers de combattants, d'armes et de ressources naturelles, qui constituent un aspect déterminant de la crise en République centrafricaine. Le 8 novembre, des combattants venus du Soudan du Sud ont attaqué des positions contrôlées par le groupe armé Unité pour la paix en Centrafrique (UPC) à Bambouti (préfecture du Haut-Mbomou) et, le 1^{er} décembre, des combattants venus du Soudan ont attaqué la ville de Boromata, peuplée de Gula (préfecture de la Vakaga). Dans la région de Sam Ouandja (préfecture de la Haute-Kotto), contrôlée par des combattants sous le commandement du « général » Zakaria Damane, le Groupe a constaté l'existence de plusieurs axes de trafic d'armes transfrontalier et la présence de camps de deux groupes armés composés de combattants étrangers (l'un de Tchadiens, l'autre de Soudanais), qui se livraient à différents types de trafic, notamment de diamants, d'or et de cannabis. Ces événements ont illustré la vulnérabilité des populations vivant dans les zones frontalières où la présence de l'État est limitée, voire inexistante, et ont confirmé qu'il était urgent que le Gouvernement centrafricain agisse avec plus de fermeté pour renforcer la coopération avec ses voisins et résoudre les problèmes de sécurité aux frontières. Le présent rapport traite également de la stratégie de financement du groupe UPC dirigé par Ali Darassa, qui est devenu l'un des groupes armés les plus puissants, sinon le plus puissant, actif en République centrafricaine. Dans la préfecture de la Ouaka, le Groupe d'experts a recueilli des éléments attestant la consolidation du contrôle exercé par l'UPC sur les activités d'extraction de l'or par le biais d'une administration parallèle illégale qui prélève des taxes auprès de tous les opérateurs du secteur. À cet égard, le Groupe a obtenu des preuves que deux sociétés d'extraction d'or, Midas Ressources et Industrie Minière de Centrafrique, collaboraient avec les dirigeants de l'UPC et payaient le groupe pour bénéficier de sa protection.

Le présent rapport couvre également la situation dans la préfecture du Haut-Mbomou où l'UPC se livre à une politique de taxation agressive qui menace la sécurité alimentaire de la population d'Obo. Le présent rapport porte en outre sur les violations des droits humains et du droit international humanitaire commises par les soldats des Forces armées centrafricaines (FACA), qui ont particulièrement touché les femmes, les enfants et les groupes minoritaires. Le Groupe d'experts a recueilli des preuves de cas de violence sexuelle contre des mineurs, d'enrôlement et d'utilisation d'enfants, d'utilisation militaire de bâtiments scolaires, d'arrestations et de détentions arbitraires, d'exécutions sommaires et de disparitions forcées. Ces faits ont continué d'alimenter le discours des groupes armés qui prétendent protéger les groupes minoritaires discriminés et mis en relief la nécessité d'une action plus ferme de la part du Gouvernement centrafricain dans le domaine de la justice militaire. En ce qui concerne l'appui international apporté aux forces de défense et de sécurité nationales, plusieurs cas de détournement de matériel récemment livré ont mis en relief combien il importait que les autorités nationales assurent une protection physique, un contrôle, une gestion, une traçabilité appropriés des stocks d'armes et de munitions et fassent appliquer le principe de responsabilité à cet égard.

Rapport S/2021/229 du 08 mars 2021 du Groupe d'experts sur la Libye

Le conflit militaire déclenché par l'attaque lancée contre Tripoli par des groupes armés affiliés à Khalifa Haftar le 4 avril 2019 a dominé la première partie de 2020. Tout au long de l'affrontement armé et au-delà, les forces affiliées à Haftar et le Gouvernement d'entente nationale ont continué d'obtenir un appui de plus en plus marqué de la part d'acteurs étatiques et non étatiques. En janvier 2020, les forces affiliées à Haftar ont pris le contrôle de champs et de terminaux pétroliers essentiels, ce qui a entraîné un blocage pétrolier de fait. Le Gouvernement d'entente nationale a repris le contrôle de la côte ouest en avril 2020, refoulé les forces affiliées à Haftar des environs de Tripoli au début de juin 2020 et déplacé les lignes de bataille vers la région centrale de Syrte et de Joufra à compter de juillet 2020. Tout au long du mois d'août jusqu'au mois d'octobre 2020, des négociations de cessez-le-feu entre les commandants militaires des deux parties se sont tenues sous l'égide de la Mission d'appui des Nations Unies en Libye (MANUL). Dans le même temps, un accord visant à geler temporairement les recettes pétrolières a concouru à mettre un terme au blocage pétrolier imposé par les forces affiliées à Haftar et à obtenir la levée progressive par la National Oil Corporation de la force majeure imposée aux installations pétrolières. Le 23 octobre 2020, la MANUL a annoncé les conditions d'un accord de cessez-le-feu que les parties libyennes avaient signé, même si leur attachement à l'appliquer demeure contestable. Le 7 novembre 2020, la MANUL a engagé un volet de négociations politiques, dit Forum de dialogue politique interlibyen. Tout au long de son mandat, le Groupe d'experts sur la Libye a recensé des actes multiples qui ont menacé la paix, la stabilité ou la sécurité du pays, ainsi que des attaques grandissantes contre les institutions et les installations de l'État. Les civils en Libye, notamment les migrants et les demandeurs d'asile, continuent de subir des violations du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme et des atteintes à leurs droits humains. Des groupes terroristes désignés comme tels sont toujours présents en Libye, même si leurs activités ont diminué. Les actes de violence qu'ils commettent continuent de troubler la stabilité et la sécurité du pays. L'embargo sur les armes est d'une inefficacité totale. Les violations commises par les États Membres qui appuient directement les parties au conflit sont généralisées et flagrantes et témoignent d'un mépris total à l'égard des mesures de sanctions. Le fait qu'ils contrôlent l'intégralité de la filière d'approvisionnement complique la détection, la désorganisation et l'interdiction de ces activités. Ces deux facteurs compliquent singulièrement l'application de l'embargo sur les armes. Les autorités dans l'est du pays ont continué de chercher à exporter illicitement du pétrole brut et d'importer du carburant aviation. L'impact de l'épidémie de maladie à coronavirus (COVID-19) sur la demande mondiale et les prix du combustible a entraîné une interruption provisoire des exportations illicites de produits pétroliers raffinés par la mer. Du carburant continue de passer en contrebande par voie terrestre, quoiqu'à plus petite échelle. Un manque persistant de transparence caractérise la propriété effective, la propriété en droit strict, les opérations financières et le contrôle des placements, au sein des entités visées. Un cas de non-respect du gel des avoirs a été recensé. Les activités des filiales doivent faire l'objet d'une surveillance. L'effet des sanctions n'a pas été évalué précisément par la Libyan Investment Authority. Divers problèmes doivent être réglés pour ce qui est de l'accès aux fonds gelés et de l'absence de démarche uniforme concernant le gel des avoirs. L'application des mesures de gel des avoirs et d'interdiction de voyager s'agissant des personnes visées demeure inefficace.

IV - LES ARMEES AFRICAINES

Classement 2021 des puissances militaires en Afrique, selon le Global Fire Power Agence Ecofin - 20 janvier 2021

L’Egypte, l’Algérie, l’Afrique du Sud, le Nigeria et le Maroc sont, dans l’ordre, les puissances militaires les plus importantes en Afrique, selon le Global Fire Power index 2021.

En 2021, l’Egypte demeure la première puissance militaire en Afrique, selon le dernier classement annuel établi par Global Fire Power (GFP), un site américain spécialisé dans les questions de défense.

Comme c’était le cas, les années précédentes, le Global Fire Power index 2021 évalue les capacités militaires conventionnelles (terre, mer, air) de 138 pays dans le monde, dont 35 pays d’Afrique, sur la base d’une cinquantaine d’indicateurs. Cette année, cet indice intègre trois nouveaux indicateurs que sont la flotte de ravitailleurs en vol, la flotte de porte-hélicoptères, et les forces paramilitaires par pays.

Avec une armée dont l’effectif atteint 930 000 hommes dont 450 000 en service actif, 1053 aéronefs, 11 000 blindés et 316 bâtiments de marine, l’Egypte continue de dominer militairement le continent. Toutefois, contrairement à l’année dernière, Le Caire sort du Top 10 mondial des puissances militaires.

L’Algérie, l’Afrique du Sud, le Nigeria et le Maroc (qui remplace l’Angola cette année) complètent dans l’ordre le Top 5 africain des puissances militaires en 2021.

L’un des faits marquants du Global Fire Power index 2021 est la chute brutale de certains pays africains dans le classement mondial. Le recul le plus important est enregistré par le Burkina Faso qui perd 32 places cette année. La Côte d’Ivoire perd également 11 places dans ce classement. L’Angola et la République démocratique du Congo (RDC) reculent aussi de 10 places chacun.

Par contre, de bonnes performances sont enregistrées par la Libye et le Ghana qui progressent chacun de 10 places dans le classement global. La Tunisie gagne également 8 places tandis que le Nigeria et le Soudan du Sud progressent chacun de 7 places dans cet index.

Sur le plan mondial, le Top 5 des puissances militaires en 2021 reste dominé, comme l’année

dernière, respectivement par les Etats-Unis, la Russie, la Chine, l’Inde et le Japon.

Classement 2021 des puissances militaires africaines, selon le Global Fire Power

Rang Afrique	Pays	Rang mondial
01	Egypte	13
02	Algérie	27
03	Afrique du Sud	32
04	Nigeria	35
05	Maroc	53
06	Ethiopie	60
07	Angola	66
08	Libye	70
09	Tunisie	73
10	Soudan	77
11	RD. Congo	81
12	Kenya	83
13	Zambie	87
14	Ouganda	89
15	Tchad	90
16	Zimbabwe	91
17	Ghana	96
18	Niger	104
19	Mali	105
20	Botswana	106
21	Cameroun	108
22	Soudan du Sud	110
23	Tanzanie	112
24	Côte d’Ivoire	115
25	Mozambique	117
26	Congo	124
27	Madagascar	125
28	Mauritanie	126
29	Namibie	127
30	Burkina Faso	129
31	Centrafrique	131
32	Gabon	132
33	Sierra Leone	135
34	Somalie	136
35	Liberia	137

NB : 20 pays africains ne figurent pas dans ce classement : Bénin, Burundi, Cap Vert, Comores, Djibouti, Erythrée, Gambie, Guinée, Guinée Bissau, Guinée Equatoriale, Lesotho, Malawi, Maurice, RASD, Rwanda, Sao Tomé, Sénégal, Seychelles, Eswatini, Togo.

V - CONCLUSION

Le sommet de l'Union africaine s'est déroulé au début du mois de février 2021 à Addis Abeba. Félix Tshisekedi a succédé à Cyril Ramaphosa (Afrique du Sud) à la tête de la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement.

La nouvelle commission de l'Union se met en place. Son président reste Moussa Faki Mahamat (Afrique centrale). Deux postes de commissaires (sur 6) seront pourvus au prochain sommet cet été (Education/Science/Technologie/Innovation et Santé/Affaires humanitaires/Développement social). L'homme fort sera le nigérian Bankole Adeoye (Afrique de l'Ouest) qui devient commissaire Affaires politiques, Paix et Sécurité.

En matière de Paix et Sécurité, il semble que la Capacité africaine de réponse immédiate aux crises sera abandonnée lors d'un prochain sommet entre dirigeants contributeurs de forces. La Force de 3 000 hommes envisagée par l'Union africaine à l'occasion du précédent sommet en 2020 n'est plus évoquée. Annoncée dans la foulée du sommet de Pau, le manque de volonté des chefs d'Etat et de gouvernement de trouver des solutions africaines aux problèmes africains est une fois de plus souligné. A la grande satisfaction de la France, Idriss Déby a envoyé 1 200 hommes dans la région du G5 Sahel.

Patrick FERRAS
Stratégies africaines
www.csba-ferras.eu